



EN VIGUEUR DEPUIS: 1ER FÉVRIER 2019
OBLIGATOIRE DEPUIS: 1ER AOÛT 2019

TABLE DES MATIERES

1	ACCORD DE LICENCE ET DE CERTIFICATION	4
2	PROCÉDURE D'APPROBATION DE L'ORGANISME DE CERTIFICATION	4
2.1	Approbation de l'OC par GLOBALG.A.P.	4
2.2	Extension des champs d'application, sous-champs d'application, listes de contrôle modifiées approuvées et les programmes reconnus équivalents	6
2.3	Exigences relatives aux organismes d'accréditation	6
2.4	Résiliation de l'Approbation	7
3	EXIGENCES FONCTIONNELLES	8
3.1	Conditions Générales	8
3.2	Formation et Qualification du Personnel	8
3.3	Transmission des Données de Certification des OC à GLOBALG.A.P.	10
3.4	Indépendance, Impartialité, Confidentialité, et Intégrité des OC	10
4	INSCRIPTION ET ACCEPTATION DU PRODUCTEUR	11
4.1	Généralités	11
4.2	Inscription du Producteur	11
5	PROCEDURE D'EVALUATION	13
5.1	Producteurs de l'Option 1	13
5.2	Contrôles annoncés	13
5.3	Programme de gratification non programmé	13
5.4	Groupements de Producteurs de l'Option 2 et Multi-sites avec QMS de l'Option 1	14
5.5	Contrôles (Option 1 uniquement) et Audits (QMS uniquement) à l'improviste	17
5.6	Contrôle des Unités de Manipulation de Produits (Option 2 et Option 1 Multi-sites avec QMS)	17
5.7	Contrôles et Audits Externes des Listes de Contrôle Modifiées Approuvées (AMC)/Programmes Reconnus Équivalents	18
6	PROCEDURE DE CERTIFICATION	18
6.1	Généralités	18
6.2	Durée du Contrôle	20
6.3	Non-Conformité Globale du Producteur et Sanctions	20
6.4	Exigences Relatives au Certificat Papier	20
7	TRANSFER ENTRE ORGANISMES DE CERTIFICATION	21
8	SANCTIONS DES ORGANISMES DE CERTIFICATION	22
8.1	Règles Générales	22
8.2	Types de Non-Conformités Globales	23
9	PROGRAMME D'INTEGRITE (IPRO)	24
9.1	Programme d'Intégrité de la Marque	24
9.2	Programme d'Intégrité de la Certification	25
9.3	Niveaux de Sanction Applicables aux Organismes de Certification	26

ANNEXE III.1 : QUALIFICATIONS DES CONTRÔLEURS DE L'OC GLOBALG.A.P. (OPTIONS 1 ET 3).....	31
1 CONTROLEUR POUR LES SOUS-CHAMPS D'APPLICATION GLOBALG.A.P.....	31
2 QUALIFICATIONS FORMELLES ET EXPERIENCE PROFESSIONNELLE.....	31
3 COMPETENCES TECHNIQUES ET QUALIFICATIONS	31
4 TACHES PRINCIPALES	34
ANNEXE III.2 : QUALIFICATIONS DES AUDITEURS DE L'OC GLOBALG.A.P. (OPTION 1 MULTISITE AVEC QMS, OPTIONS 2 ET 4)	35
1 AUDITEUR POUR LES SOUS-CHAMPS D'APPLICATION GLOBALG.A.P.....	35
2 QUALIFICATIONS FORMELLES ET EXPERIENCE PROFESSIONNELLE.....	35
3 COMPETENCES TECHNIQUES ET QUALIFICATIONS	35
4 TACHES PRINCIPALES	38
LISTE DES MISES À JOUR DES VERSIONS/EDITIONS	40

1 ACCORD DE LICENCE ET DE CERTIFICATION

- a) L'« Accord de Licence et de Certification de GLOBALG.A.P. » définit les droits et les obligations du Secrétariat GLOBALG.A.P. en tant que coordinateur du Système GLOBALG.A.P. et de l'Organisme de Certification (OC) en tant qu'organisation neutre menant à bien des activités d'audit, de contrôle, de certification et d'agrément dans le cadre du système GLOBALG.A.P.
- b) Pour qu'un OC candidat obtienne et conserve le statut « approuvé par GLOBALG.A.P. » et soit mentionné sur le site Internet de GLOBALG.A.P., l'« Accord de Licence et de Certification de GLOBALG.A.P. », y compris ses mises à jour, doit être accepté et signé par l'OC dans le cadre de la procédure de candidature.
- c) L'« Accord de Licence et de Certification de GLOBALG.A.P. », l'« Accord de Sous-Licence et de Certification de GLOBALG.A.P. » et les Modalités Générales se complètent et les OC approuvés par GLOBALG.A.P. doivent continuellement se conformer à tous ces documents.

2 PROCÉDURE D'APPROBATION DE L'ORGANISME DE CERTIFICATION

2.1 Approbation de l'OC par GLOBALG.A.P.

2.1.1 Approbation Provisoire

- a) Avant de réaliser des contrôles ou audits GLOBALG.A.P., de délivrer des certificats (accrédités ou non-accrédités) GLOBALG.A.P. (Option 1, Option 2, ou Reconnu Équivalent) et avant qu'une approbation provisoire puisse être accordée, l'OC doit effectuer les démarches énumérées ci-dessous.
 - (i) Afin d'amorcer la procédure d'approbation, l'OC candidat doit s'inscrire sur l'Extranet OC de GLOBALG.A.P. (<http://cb.globalgap.org>), remplir et envoyer un formulaire de candidature en anglais et s'acquitter des frais d'évaluation (d'après la dernière version du « Barème des Frais de GLOBALG.A.P. ») auprès du Secrétariat GLOBALG.A.P.
 - (ii) Après l'évaluation positive de la candidature et avant l'approbation provisoire, l'OC candidat doit effectuer les démarches suivantes :
 - 1. Signer l'« Accord de Licence et de Certification de GLOBALG.A.P. »
 - 2. Régler le droit de licence OC annuel (selon la dernière version du « Barème des Frais de GLOBALG.A.P. »)
 - (iii) Après l'approbation provisoire, mais avant la réalisation d'un quelconque contrôle ou audit GLOBALG.A.P., l'OC demandeur doit effectuer les démarches suivantes :
 - 1. Obtenir l'accès à la base de données auprès du Secrétariat GLOBALG.A.P.
 - 2. Inscrire tous les auditeurs et contrôleurs dans la Base de Données GLOBALG.A.P.
 - 3. Demander à tous les auditeurs et contrôleurs d'accomplir les examens en ligne GLOBALG.A.P. relatifs aux Modalités Générales et aux Points de Contrôle et Critères de Conformité dans le(s) sous-champ(s) d'application concerné(s)
 - 4. Payer les frais de formation correspondants pour chaque auditeur ou contrôleur inscrit conformément à la dernière version du « Barème des Frais de GLOBALG.A.P. »
- b) Comme condition pour l'approbation provisoire, l'OC candidat désireux de certifier des producteurs de l'Option 1 devra avoir au minimum un contrôleur (pour les contrôles des producteurs) et un auditeur (pour la commission de certification) qui ont réussi l'examen en ligne nécessaire pour le sous-champ d'application et le champ d'application concernés par cette candidature, respectivement, ainsi que les Modalités Générales.
 Les OC candidats désireux de certifier des groupements de producteurs de l'Option 2 ou des producteurs de multi-sites avec QMS de l'Option 1 devront avoir au minimum un auditeur (pour les contrôles du QMS) et au minimum un deuxième auditeur (pour la commission de certification) qui ont réussi l'examen en ligne nécessaire pour le sous-champ d'application et le champ d'application concernés par cette candidature, respectivement, ainsi que la formation d'auditeur QMS (face-à-face).

- c) L'OC doit nommer un « Chargé de Programme GLOBALG.A.P. » (conformément au point 3.2 a)).
- d) L'OC doit nommer un formateur interne (conformément au point 3.2 c)) et lui faire effectuer, mais au minimum l'inscrire à la formation des formateurs internes du ou des champs d'application respectifs.
- e) L'OC désireux de certifier un référentiel reconnu équivalent devra apporter la preuve de l'approbation par le propriétaire du système ou du référentiel.
- f) Les OC doivent soumettre leur candidature à un Organisme d'Accréditation (OA) pour l'accréditation suivant la norme ISO/IEC 17065 dans le(s) sous-champ(s) d'application de GLOBALG.A.P. correspondant(s) et les listes de contrôle modifiées approuvées ou dans le Système Reconnu Équivalent correspondant (voir les « Réglementations de Benchmarking de GLOBALG.A.P. »). Une copie de la confirmation de cette candidature auprès de l'OA doit être adressée au Secrétariat GLOBALG.A.P.
- g) Le Secrétariat GLOBALG.A.P. permettra aux OC provisoirement approuvés *possédant une accréditation ISO/IEC 17065 antérieure* de délivrer un nombre limité de certificats non-accrédités avant l'approbation finale. Le nombre maximum de *producteurs* susceptibles de recevoir des certificats non accrédités (Option 1, Option 2, et Options 3 et 4 Reconnu Équivalent) *par champ d'application* (cultures, élevage ou aquaculture) est de 20.

Exemple 1 : Si un OC possède un groupement de producteurs (Option 2) de 33 producteurs, il ne peut délivrer qu'un certificat non accrédité pour 20 des 33 producteurs. L'OC ne peut pas délivrer d'autres certificats pour des producteurs de l'Option 1 ou de l'Option 2 tant qu'il n'a pas obtenu son accréditation. Ou bien, l'OC peut délivrer 20 certificats de l'Option 1 pour 20 producteurs individuels.

Exemple 2 : Un OC peut délivrer un certificat non accrédité pour un groupement de producteurs de l'Option 2 couvrant 12 producteurs et 8 certificats de l'Option 1 non-accrédités pour 8 producteurs individuels (c-à-d. sans lien avec le groupement de l'Option 2) pour un total de 20 producteurs.

Exemple 3 : L'OC dépose une demande pour l'IFA FV, l'IFA FO et l'IFA Porcs. 20 producteurs (producteurs individuels ou membres de groupements Option 2) peuvent recevoir des certificats non-accrédités pour l'IFA FV, l'IFA FO en total, et 20 producteurs de porcs peuvent recevoir des certificats IFA non accrédités.

- h) Une disposition du Secrétariat GLOBALG.A.P. autorise les OC approuvés provisoirement qui ne détiennent *pas* d'accréditation ISO/IEC 17065, et qui ne sont pas encore accrédités GLOBALG.A.P. à délivrer un nombre limité de certificats non accrédités pendant la phase de candidature à l'accréditation. Ces OC doivent se porter candidats à l'accréditation, afin de ne délivrer que des certificats répondant aux règles de l'Option 1 et, au début, pour un seul champ d'application. Dès que l'accréditation pour l'Option 1 est obtenue, la candidature peut être portée pour d'autres champs d'application et/ou l'OC peut se porter candidat à l'accréditation pour la certification de l'Option 2. Le nombre maximum de *producteurs* susceptibles d'obtenir des certificats à l'Option 1 (option 3 reconnu équivalent) non accrédités pour *l'approbation du premier champ d'application* est de 5.
- i) Les certificats non accrédités seront conformes aux exigences du modèle de certificat applicable, mais ne comprendront ni le logo GLOBALG.A.P., ni celui de l'OA.

2.1.2 Approbation Finale

Avant de délivrer des certificats accrédités GLOBALG.A.P. ou d'exécuter un add-on GLOBALG.A.P. accrédité, et avant qu'une approbation provisoire puisse être accordée, l'OC doit effectuer les démarches ci-dessous.

- a) Les OC doivent obtenir l'accréditation ISO/IEC 17065 dans un délai de 6 mois après la date d'approbation provisoire. Ce délai peut être prolongé pendant une durée supplémentaire de 6 mois si l'OA fournit des motifs justifiés qui expliquent ce délai. L'OC devra soumettre les motifs légitimes à GLOBALG.A.P.
- b) Une fois l'accréditation obtenue, l'OC doit envoyer au Secrétariat GLOBALG.A.P. une copie du document attestant son accréditation.

- c) Si l'accréditation n'a pas été obtenue dans un délai maximal d'un an, l'approbation provisoire sera retirée, et l'OC n'apparaîtra plus comme approuvé provisoirement sur le site Internet de GLOBALG.A.P. et ne pourra plus délivrer de certificats GLOBALG.A.P., sauf si l'OC présente des justificatifs pour ce délai. L'OC peut redéposer une demande d'approbation provisoire.
- d) Comme condition pour l'approbation finale, l'OC approuvé provisoirement devra avoir à sa disposition, pour le sous-champ d'application concerné par la candidature, au minimum un formateur interne (conformément au point 3.2 c)) qui aura suivi la formation exigée.
- e) L'OC devra inscrire continuellement tous les auditeurs et contrôleurs dans la Base de Données GLOBALG.A.P.
- f) Les auditeurs et contrôleurs inscrits devront accomplir les examens en ligne GLOBALG.A.P. relatifs aux Modalités Générales et aux Points de Contrôle et Critères de Conformité dans le sous-champ d'application concerné, si toutefois ils sont disponibles dans leur langue de travail.
- g) Les OC souhaitant certifier l'Option 2 ou l'Option 1 multi-sites avec QMS devront disposer d'au moins 2 auditeurs satisfaisant aux exigences de qualification des auditeurs définies dans l'Annexe III.2, y compris la formation d'auditeur QMS face-à-face.
- h) L'OC devra payer les frais de formation correspondants pour chaque auditeur ou contrôleur inscrit conformément à la dernière version du « Barème des Frais de GLOBALG.A.P. »
- i) Ce n'est qu'après que l'OC ait été accrédité suivant la norme ISO/IEC 17065 avec le sous-champ de GLOBALG.A.P. (ou reconnu équivalent) applicable que l'OC peut apposer la marque ou le logo GLOBALG.A.P. sur le certificat, conformément au modèle de certificat GLOBALG.A.P. applicable, qui doit toujours être suivi.

2.2 Extension des champs d'application, sous-champs d'application, listes de contrôle modifiées approuvées et les programmes reconnus équivalents

- a) Les OC approuvés par GLOBALG.A.P. qui veulent étendre leur *champ d'application* de la certification GLOBALG.A.P. doivent suivre toutes les étapes et conditions mentionnées au point 2.1 et soumettre leur candidature pour l'accréditation du nouveau champ d'application avant signature de l'accord d'extension du champ d'application auprès de GLOBALG.A.P. Les référentiels GLOBALG.A.P. tels que PSS, HPSS, CFM, AMC, programmes reconnus équivalents, etc., ou des programmes localg.a.p. et les Add-ons GLOBALG.A.P. sont considérés comme nouveaux champs d'application.
- b) Les OC approuvés par GLOBALG.A.P. qui veulent étendre leur *sous-champ* d'application de la certification dans un champ d'application doivent avoir au minimum un contrôleur ou auditeur qui se conforme aux exigences spécifiques du sous-champ d'application pour le contrôleur ou l'auditeur de GLOBALG.A.P. (annexes III.1 et III.2) respectivement. Une candidature officielle doit être envoyée au Secrétariat GLOBALG.A.P.
L'OC doit soumettre sa candidature pour l'accréditation du nouveau champ d'application.
- c) La condition préalable pour l'extension d'un champ d'application ou sous-champ d'application (statut approuvé provisoirement) est de disposer d'un formateur interne pour le(s) nouveau(x) sous-champ(s) d'application. En absence de possibilités de formation, l'OC devra au moins s'inscrire pour la prochaine formation à venir. L'approbation provisoire sera annulée si l'OC ne participe pas ou échoue à la formation interne applicable.
- d) Les OC approuvés par GLOBALG.A.P. qui veulent étendre leur approbation à un AMC ou programme reconnu équivalent – dans le même champ d'application et sous-champ d'application – doivent envoyer une demande de candidature au Secrétariat GLOBALG.A.P.

2.3 Exigences relatives aux organismes d'accréditation

- a) L'organisme d'accréditations auquel l'OC soumet sa candidature doit être signataire de l'Accord Multilatéral de Reconnaissance IAF (MLA) pour la certification des produits (MLA Produit IAF) avec le sous-champ d'application GLOBALG.A.P. du MLA (niveau 4 et 5). En outre, l'OA doit avoir signé le Protocole d'Accord (MoU) avec GLOBALG.A.P.

- b) Le document d'accréditation délivré par l'OA à l'OC devra énoncer clairement :
 - (i) L'étendue du (des) sous-champ(s) d'application de l'accréditation et/ou de la liste de contrôle modifiée approuvée pour le(s)quel(s) il a été approuvé
 - (ii) Les documents de référence GLOBALG.A.P. et leurs versions
 - (iii) Limitation à l'Option 1 (le cas échéant)
 - (iv) Limitation territoriale (le cas échéant)
- c) Une évaluation initiale par l'OA d'un champ d'application GLOBALG.A.P. (cultures, élevage de bétail, ou aquaculture) nécessitera au minimum une évaluation témoin (pour le sous-champ d'application) pour chaque champ d'application.

Exemple : L'OC dépose en même temps une demande d'accréditation pour FO et FV. L'OA peut être présente au seul contrôle FV, mais accorder l'accréditation pour les deux sous-champs d'application. Un contrôle FO sera vérifié et observer ultérieurement pendant la période de 4 ans.
- d) L'OA n'accordera que l'accréditation pour l'Option 2 (y compris l'activité multi-sites Option 1 avec QMS) si l'OA a effectué au moins une évaluation d'observation d'audit QMS du champ d'application ou sous-champ d'application.

Exemple : L'OC dépose en même temps une demande d'accréditation pour FV et aquaculture avec QMS. L'OA peut n'observer qu'un audit FV QMS, mais accorder l'accréditation pour les deux champs d'application de l'Option 2 (y compris l'activité multi-sites Option 1 avec QMS).
- e) L'extension de l'accréditation à un (de) nouveau(x) sous-champ(s) d'application dans un champ d'application déjà accrédité doit inclure au minimum l'évaluation de la compétence du personnel, une nouvelle évaluation témoin n'étant pas nécessaire. Les programmes reconnus équivalents et les AMC sont considérés comme sous-champs d'application équivalents (pour le sous-champ d'application respectif).

Exemple : L'OC dépose en même temps une demande d'accréditation pour FV et pour FV New Zealand GAP. L'OA peut décider d'observer un contrôle de l'un des référentiels ou des deux référentiels, mais accordera l'accréditation pour les deux. Ceci s'applique également à c), d), e), et f).
- f) Pendant son programme de surveillance, l'OA devra observer tous les sous-champs d'application pendant une période d'au moins 4 ans, mais pas systématiquement chaque année chaque combinaison de champs d'application/sous-champs d'application. La sélection devra en tenir compte et la préférence devra être donnée aux certificats Option 2 et Option 1 multi-site avec QMS de l'OC. L'OA devra justifier l'augmentation de la fréquence des évaluations avec observation.

Exemple : Si l'OC n'est accrédité que pour un seul sous-champ d'application, l'OA pourra n'observer qu'un seul contrôle FV pendant la période de 4 ans, après l'accréditation initiale. Si l'OC est accrédité pour les FV et les Porcs, l'OA peut se limiter à 2 seules observations (FV et Porcs) pendant la période de 4 ans, après l'accréditation initiale.
- g) GLOBALG.A.P. donne à l'OA accès à tous les enregistrements (pertinents pour l'OA) du programme d'intégrité et du système de gestion des réclamations pertinents pour l'OA via l'Extranet OA. Une fois par an au moins, l'OA devra examiner le contenu de l'Extranet OA et en tenir compte dans son évaluation suivante. Les organismes d'accréditation sont invités à participer aux évaluations d'intégrité réalisées par GLOBALG.A.P.
- h) Sur demande, l'OA enverra à GLOBALG.A.P. les derniers résultats et rapports de l'évaluation d'accréditation. Dans ce cas, l'organisme de certification doit être informé.
- i) L'OA établira à l'attention de l'OC candidate une confirmation de demande indiquant le champ d'application et sous-champ d'application de référentiel demandé.

2.4 Résiliation de l'Approbation

Si l'OC demande la résiliation de l'« Accord de Licence et de Certification de GLOBALG.A.P. », les actions suivantes seront entreprises :

- a) L'OC enverra une demande de résiliation formelle au Secrétariat GLOBALG.A.P.
- b) L'OC informera tous les clients que la recertification devra être réalisée par un autre OC.
- c) L'OC n'a pas besoin de modifier ou d'actualiser la base de données GLOBALG.A.P. Si les produits ne sont pas réacceptés pour le cycle suivant, le nouvel OC pourra accepter le GGN des producteurs et procéder à la recertification dès que le certificat actuel aura expiré.

- d) A partir d'une date spécifique, l'OC ne pourra plus accéder à la base de données GLOBALG.A.P. et ne pourra plus inscrire de nouveaux clients ou redélivrer et étendre leurs certificats valides.
- e) L'OC contactera l'équipe d'assistance aux clients pour toute modification, p. ex. les modifications des certificats existants, l'abrègement de la validité de certificat, la modification des droits d'accès des producteurs existants, les modifications des données de base, les réclamations, etc.
- f) L'OC informera l'organisme d'accréditation.
- g) L'OC figurera dans la liste du site Internet de GLOBALG.A.P. jusqu'à expiration de leur dernier certificat. Un commentaire sera ajouté, indiquant que l'OC ne peut plus signer de contrat avec les producteurs, ni les certifier, et terminera son approbation GLOBALG.A.P. à une date définie.
- h) GLOBALG.A.P. décidera si le droit de licence pour organismes de certification sera due pour l'année en cours et/ou l'année suivante, et si d'autres formations seront toujours obligatoires.

3 EXIGENCES FONCTIONNELLES

3.1 Conditions Générales

- a) Tous les points décrits dans les Modalités Générales doivent être acceptés et intégrés dans le document relatif au fonctionnement de l'OC pour la certification GLOBALG.A.P. de tous les champs d'application, sous-champs d'application et check-lists modifiées approuvées et être tenus à la disposition de l'organisme d'accréditation pour évaluation. Cette condition relative aux listes de contrôle modifiées approuvées est remplie dès lors que les exigences relatives au sous-champ d'application correspondant sont respectées.
- b) L'OC devra payer les frais annuels de licence de certification et de certificat.
- c) L'OC est chargé de communiquer à ses clients inscrits GLOBALG.A.P. toutes les mises à jour pertinentes, ainsi que la date de la première candidature et le délai de transition de toutes les nouvelles versions des documents de référence GLOBALG.A.P.
- d) GLOBALG.A.P. sera autorisé à participer, sur notification préalable et à ses frais, aux contrôles ou aux audits effectués par les organismes de certification.
- e) Les informations recueillies par GLOBALG.A.P. concernant les OC et leurs activités, y compris les enregistrements du Programme d'Intégrité et du système de gestion des réclamations peuvent être consultés par l'OA sur l'Extranet des OC pour faciliter l'évaluation d'accréditation.
- f) Les organisme de certification devront informer immédiatement GLOBALG.A.P. des changements de personnel significatifs pour la gestion du programme GLOBALG.A.P. (p. ex : changement de Chargé de Programme, de formateur interne, etc.) et de tous les changements qui sont susceptibles d'affecter son rôle d'organisme de certification indépendant, en particulier la suppression de l'accréditation ou des modifications au niveau de l'entreprise.
- g) L'organisme de certification devra coopérer activement avec GLOBALG.A.P. lors de la gestion des réclamations relatives à l'OC ou aux producteurs sous contrat avec l'OC.

3.2 Formation et Qualification du Personnel

- a) Chaque OC approuvé par le Secrétariat GLOBALG.A.P. nommera un interlocuteur, désigné comme « Chargé de Programme GLOBALG.A.P. », qui sera le représentant de l'OC auprès du Secrétariat GLOBALG.A.P. Cette personne :
 - (i) Devra parler couramment anglais
 - (ii) Devra au moins suivre la formation de contrôleur GLOBALG.A.P. (voir les conditions relatives aux contrôleurs GLOBALG.A.P. dans l'Annexe III.1) pour un des sous-champs d'application approuvés
 - (iii) Devra s'engager à contribuer à toutes les activités d'harmonisation mises en place par le Secrétariat GLOBALG.A.P.
 - (iv) Devra être disponible en interne, c'est-à-dire ne pas être employée qu'occasionnellement par l'OC et faire partie du processus de décision fonctionnel et/ou de gestion de l'OC

- (v) Sera chargée de renvoyer au Secrétariat GLOBALG.A.P. l'accusé de réception signé de toute communication pour laquelle un envoi par courrier est requis
- (vi) Sera responsable de la communication et de l'administration des utilisateurs au sein du système GLOBALG.A.P.
- (vii) Répondra aux enquêtes opérationnelles de GLOBALG.A.P. suivant la demande exprimée dans la communication. Si le chargé de programme GLOBALG.A.P. n'est pas disponible, un remplaçant assumera ces responsabilités
- (viii) Diffusera toute la communication reçue du Secrétariat GLOBALG.A.P. auprès de l'ensemble du personnel de l'OC impliqué dans des activités GLOBALG.A.P. dans tous les pays
- (ix) Assistera à l'assemblée annuelle (de mise à jour) des chargés de programme. Ceci est une tâche annuelle de l'OC. Si le chargé de programme change en cours d'année, la présence à la réunion SMU n'est pas nécessaire une seconde fois pour cette même année. Si le chargé de programme est en congé maladie (p. ex. congé maternité), l'OC peut envoyer un autre représentant GLOBALG.A.P. compétent
- (x) Le chargé de programme peut être la même personne que le formateur interne
- b) Pour la réalisation des contrôles et des audits GLOBALG.A.P., l'OC ne doit employer ou engager que des contrôleurs et auditeurs qui répondent aux exigences de GLOBALG.A.P. (voir Annexe III.1 et III.2 respectivement). Chaque contrôleur/auditeur doit satisfaire aux exigences spécifiques au sous-champ d'application (c'est-à-dire qu'il n'est pas permis d'envoyer 2 personnes pour un audit/contrôle, qui cumulent à elles deux les compétences d'un seul auditeur ou contrôleur).
- c) Tous les OC définitivement approuvés doivent disposer d'un formateur interne à l'OC formé spécialement pour le sous-champ d'application et la version (c'est-à-dire l'IFA version 5), qui devra assurer que tous les auditeurs et contrôleurs GLOBALG.A.P. inscrits satisfassent aux exigences définies dans l'annexe III.1 et l'annexe III.2. Cette personne :
 - (i) Doit avoir réussi l'examen de formateur interne d'OC pour le sous-champ d'application pertinent. Doit, après deux échecs à l'examen, participer une nouvelle fois à la formation de formateur interne d'OC de GLOBALG.A.P. et devra ensuite réussir l'examen
 - (ii) Doit être disponible en interne, c'est-à-dire qu'elle ne devra pas être employée de manière occasionnelle par l'OC. La personne peut remplir également la fonction de chargé de programme et l'OC peut disposer de plusieurs formateurs internes couvrant différents référentiels ou sous-champs d'application
 - (iii) Doit se conformer au moins aux exigences en matière de qualification du contrôleur pour le sous-champ d'application respectif
 - (iv) Doit être responsable de la formation de tous les auditeurs et contrôleurs GLOBALG.A.P. respectifs (en fonction de GLOBALG.A.P.)
 - (v) Doit effectuer la formation requise dans un délai de 3 mois en cas de modification des collaborateurs. Si ce n'est pas faisable, cette personne devra s'inscrire dans un délai de 3 mois à un stage ultérieur
- d) Seuls les auditeurs qui satisfont aux exigences de qualification définies dans l'annexe III.2, y compris la formation d'auditeur QMS face-à-face, peuvent réaliser des audits QMS (Option 2 ou Option 1 multi-sites avec QMS).
Tous les auditeurs approuvés pour l'IFA version 4 sont automatiquement réapprouvés pour réaliser des audits QMS selon la version 5, dès lors qu'il réussissent un examen QMS en ligne, si un tel examen est disponible dans leur langue de travail.
Si les résultats du programme d'intégrité de certification (CIPRO) sont médiocres, l'auditeur correspondant devra participer une nouvelle fois à la formation QMS.
- e) Chaque contrôleur et auditeur devra réussir les examens en ligne GLOBALG.A.P. (y compris les examens des mises à jour) dans un délai de 3 mois après leur publication, à condition qu'ils soient disponibles dans la langue de travail du contrôleur ou de l'auditeur. Le(s) formateur(s) interne(s) devra (devront) s'assurer que le processus est authentique et complet. Les nouveaux contrôleurs devront suivre les formations en ligne pour les sous-champs d'application concernés avant d'être embauchés. Si les contrôleurs/auditeurs travaillent pour plusieurs OC, la formation et l'examen en ligne pour le sous-champ d'application respectif ne devront être effectués qu'une seule fois, mais les contrôleurs/auditeurs devront être inscrits pour chaque OC avec lequel ils travaillent.

Les formateurs internes n'ont pas besoin de passer l'examen en ligne pour les sous-champs d'application pour lesquels ils ont déjà réussi l'examen de formation interne (IHT – In House Training).

- f) GLOBALG.A.P. se réserve le droit de demander de manière arbitraire la preuve de la qualification des contrôleurs et auditeurs approuvés par l'OC. Dans le cas où l'OC ne pourrait pas présenter cette preuve et/ou les contrôleurs et auditeurs ne se conformeraient pas aux exigences de qualification, GLOBALG.A.P. se réserve le droit de bloquer ces personnes dans la Base de Données GLOBALG.A.P. et d'en informer l'organisme d'accréditation concerné.
- g) L'OC devra réaliser une évaluation témoin GLOBALG.A.P. et/ou un nouveau test pour chacun de ses contrôleurs ou auditeurs for GLOBALG.A.P. au minimum une fois tous les 4 ans afin de vérifier leur compétence.
- h) L'OC devra vérifier, enregistrer, et contrôler les exigences déterminées pour la qualification des contrôleurs et auditeurs, y compris celles relatives à la formation initiale et à l'entretien des compétences.
- i) L'OC devra mettre en place un système pour le calibrage et la formation permanents de ses contrôleurs et auditeurs. L'OC devra réaliser une formation interne de perfectionnement/mise à jour annuelle pour les contrôleurs/auditeurs. Des enregistrements concernant la formation seront conservés.
- j) Après avoir réussi l'examen, les formateurs internes des CO membres associés de GLOBALG.A.P. peuvent devenir des formateurs publics approuvés GLOBALG.A.P. Ceci requiert une demande distincte. Ces formateurs internes n'ont pas besoin d'effectuer une formation / réussir des examens spécifiques à cet effet. Une liste de formateurs publics figure sur le site Internet de GLOBALG.A.P.

3.3 Transmission des Données de Certification des OC à GLOBALG.A.P.

- a) L'objectif est de « Connaître à tout moment, immédiatement et dans le monde entier » :
 - (i) Le statut actuel et l'historique des statuts
 - (ii) Les produits certifiés, par
 - (iii) Surface/volume, pour
 - (iv) Chaque producteur unique (entité juridique), dans
 - (v) Tous les programmes et options (par produit), avec
 - (vi) Validation centrale des certificats par des acteurs du marché (outil de validation en ligne), et
 - (vii) Les détails relatifs à l'audit ou au contrôle et à la conformité.
- b) Par conséquent, la transmission des données des OC à GLOBALG.A.P. doit respecter les conditions suivantes :
 - (i) Dès que l'OC aura pris la décision de certification, aucun certificat ne doit être délivré avant la mise à jour du statut « certifié » du producteur dans la Base de Données GLOBALG.A.P.
 - (ii) Dès qu'une sanction a été infligée, le statut du producteur doit être modifié dans la Base de Données GLOBALG.A.P. en indiquant le statut approprié (le délai entre la publication de la sanction et la mise à jour de la base de données ne doit pas dépasser plus d'un jour ouvrable)
 - (iii) S'assurer que le statut de tous les producteurs est suffisamment mis à jour pour garantir que le statut d'un producteur sur la base de données GLOBALG.A.P. est d'actualité
 - (iv) Disponibilité et facilité d'accès aux informations sur tous les détails relatifs aux audits et aux contrôles (y compris pour les contrôles et audits à l'improviste) ainsi qu'aux détails pour chaque certificat

3.4 Indépendance, Impartialité, Confidentialité, et Intégrité des OC

- a) Conformément à la norme ISO/IEC 17065, l'OC approuvé par GLOBALG.A.P. doit être structuré de manière à séparer les activités susceptibles d'être à l'origine d'un conflit d'intérêts. L'ensemble du personnel de l'OC doit opérer à un niveau élevé d'intégrité professionnelle et ne doit subir aucune pression d'un point de vue commercial, financier ou autre, qui soit susceptible d'affecter son jugement.

- Par ailleurs, il lui est formellement interdit de promouvoir un quelconque bien ou service au cours de ses activités d'évaluation.
- b) L'OC aura mis en place des procédures pour assurer que le même contrôleur ne contrôle pas un producteur (Option 1) pendant 4 années consécutives (peu importe qu'il s'agisse de contrôles/audits annoncés ou non). Pour l'Option 2, l'auditeur de l'équipe d'audit change régulièrement (pas plus de 4 années consécutives d'audits du même groupement QMS). Toutefois, les contrôleurs de l'équipe d'audit peuvent rester les mêmes.
 - c) *Confidentialité* : Toute information concernant le producteur candidat, y compris tout détail sur les produits et les procédés, les comptes-rendus d'évaluation, et la documentation correspondante sera tenue confidentielle (sauf si cela est contraire à la loi). Aucune information ne sera diffusée à des tiers sans le consentement préalable du producteur candidat, sauf mention contraire dans les Modalités Générales ou dans l'« Accord de Sous-Licence et de Certification de GLOBALG.A.P. ».
 - d) L'OC doit mettre en place des mesures et procédures pour prévenir les trafics de fonctions et la corruption à tous les niveaux de son organisation

4 INSCRIPTION ET ACCEPTATION DU PRODUCTEUR

La procédure d'attribution de la certification GLOBALG.A.P. doit être clairement définie dans la documentation fonctionnelle de l'OC et doit se conformer aux Modalités Générales GLOBALG.A.P.

4.1 Généralités

- a) Tous les sites de production à certifier devront être inscrits dans la base de données GLOBALG.A.P. (si disponible).
- b) Le champ d'application du produit est lié au site de production de ce produit. Les produits provenant d'un site non inscrit ne peuvent pas être certifiés, et, de la même façon, les produits qui ne sont pas inscrits mais qui proviennent d'un site inscrit ne peuvent pas être certifiés.
- c) Seuls des producteurs ou groupements de producteurs peuvent se porter candidats pour inscrire leur processus de production pour la certification GLOBALG.A.P.
- d) Un certificat et une sous-licence sont délivrés au producteur inscrit, pour les sites de production dans lesquelles les produits sont produits (et emballés le cas échéant) et pour les produits déclarés.
- e) Seul le détenteur légal du certificat (c'est-à-dire l'entité juridique qui est indiquée sur le certificat) peut commercialiser des produits faisant référence à un certificat GLOBALG.A.P. Les membres d'un groupement de producteurs ne sont pas les détenteurs légaux du certificat. De ce fait, il ne devront pas commercialiser les produits sous leur propre nom en faisant référence au certificat du groupement. Tous les produits qui sont vendus sans faire référence au certificat devront être enregistrés dans une comptabilité matière du groupement.

4.2 Inscription du Producteur

- a) L'OC et le producteur conviendront des conditions applicables au « Service de Notification » : entre autres, l'OC s'engage à confirmer la réception de la demande officielle pour une (première) inscription dans un délai de 28 jours après réception par l'OC du numéro unique GLOBALG.A.P. (GGN) de la base de données GLOBALG.A.P.
- b) Chaque OC établit et explique à ses clients potentiels sa propre structure tarifaire détaillée, qui doit préciser les tarifs GLOBALG.A.P. applicables. Toute facture de l'OC établie pour un producteur/groupement de producteurs, ou tout document d'accompagnement d'une facture, indiquera clairement les frais d'inscription GLOBALG.A.P.
- c) L'OC devra expliquer à ses clients potentiels que le paiement des frais de contrôle et de certification GLOBALG.A.P. en question ne garantit pas la délivrance du certificat.
- d) Lorsqu'un producteur ou groupement de producteurs ayant déjà eu un GGN dépose une demande d'inscription, l'OC doit procéder conformément à la procédure GLOBALG.A.P. relative au transfert entre organismes de certification (voir chapitre 7 ci-dessous).

- e) Si un producteur ou groupement de producteurs souhaite changer d'OC, l'OC receveur doit dans un premier temps, comme pour tous les candidats, effectuer une recherche dans la Base de Données GLOBALG.A.P. afin de vérifier le statut, avant d'effectuer tout autre démarche.
- f) Si un producteur ou groupement de producteurs fait appel aux services de plusieurs OC, chaque OC devra réaliser les contrôles respectifs (Option 1) et l'audit du QMS (Option 1 multi-site avec QMS ou Option 2) de manière indépendante.
 - (i) Si un de ces OC inflige une sanction, tous les OC qui travaillent avec ce producteur ou groupement de producteurs ont l'obligation de communiquer les uns avec les autres, en ce qui concerne l'étendue et, si nécessaire, les détails des mesures à prendre dans tous les OC.
 - (ii) La communication d'une sanction à tous les OC opérant sur cette entité juridique est une obligation que le producteur ou groupement de producteurs doit respecter, et elle peut également être faite par GLOBALG.A.P. directement aux OC impliqués.
 - (iii) La communication entre OC inclura tous les détails appropriés, mais la sanction infligée sera applicable et tous les OC concernés devront la respecter.
- g) L'OC devra mettre en place et en œuvre des procédures de collecte des mises à jour de données des producteurs acceptés, comme p. ex. les remodelages des sites de production ou des surfaces cultivées et l'intégration/la radiation de membres au sein d'un groupement de producteurs.

4.2.1 Exigences Relatives aux Données d'Inscription

L'OC doit :

- a) Enregistrer au cours de l'inscription toutes les informations requises dans les Modalités Générales Partie I Annexe I.2 « Exigences Relatives aux Données d'Inscription GLOBALG.A.P. ».
- b) Assurer que tous les membres producteurs approuvés par un groupement de producteurs QMS et inclus dans le registre interne du groupement de producteurs soient inscrits individuellement dans la base de données GLOBALG.A.P. conformément aux exigences des « Modalités Générales Partie I » Annexe I.2. Ces informations doivent être tenues à jour à tout moment.
- c) Tenir à jour la base de données GLOBALG.A.P. en conséquence, conformément à la description figurant dans le manuel de base de données GLOBALG.A.P. (wiki.globalgap.org). Ces informations seront mises à jour régulièrement chaque fois qu'un changement aura lieu. Elles devront être mises à jour au plus tard à la date de réadmission des produits pour le cycle de certification suivant et/ou pour la recertification.

4.2.2 Règles d'Accès aux Données

- a) L'OC doit informer le producteur ou le groupement de producteurs de la disponibilité et du contenu du document des « Règles d'Accès aux Données » disponible sur le site Internet.
- b) L'OC doit informer le producteur ou le groupement de producteurs de toutes les modifications du document des « Règles d'Accès aux Données » le cas échéant.
- c) Les droits d'accès aux données doivent être définis et convenu par le producteur ou le groupement de producteurs lors de l'inscription auprès de l'OC. Le propriétaire des données est responsable de l'attribution et de la détermination du niveau des droits d'accès aux données. Toutefois, le propriétaire des données peut transmettre cette responsabilité à d'autres utilisateurs (p. ex., à l'organisme de certification).
- d) *Protection des données* : Dans le cadre du système GLOBALG.A.P., seuls des participants au système, précédemment définis, seront autorisés à visionner les données (le producteur, l'OC, GLOBALG.A.P., les acteurs du marché, le public, etc.). En outre, le producteur peut diffuser des données personnelles à des partenaires commerciaux qu'il a préalablement autorisés, ou charger un tiers de le faire. Cette autorisation peut être retirée en ligne à tout moment. Tout autre accès aux données personnelles du producteur est illégal et empêché par l'opérateur de la base de données conformément à la loi fédérale allemande sur la protection des données à caractère personnel. Voir le document de « Règles d'Accès aux Données » publié sur le site Internet (www.globalgap.org).
- e) La durée pendant laquelle GLOBALG.A.P. conservera l'historique de certification du candidat ou du producteur dans sa base de données est de 5 ans au minimum.

5 PROCEDURE D'EVALUATION

5.1 Producteurs de l'Option 1

5.1.1 Voir la Section 5.1 des Modalités Générales, Partie I.

5.2 Contrôles annoncés

- (i) L'OC peut répartir les contrôles annoncés sur 2 modules : un module hors site et un module sur site. Les deux modules doivent être réalisés par le même auditeur/contrôleur.
- (ii) La méthodologie de l'évaluation hors site sera validée par l'OC avant sa mise en pratique. Elle sera incluse dans la révision annuelle de la gestion.
- (iii) Le contrôle du module hors site ne sera réalisé pas plus de 4 semaines avant le module sur site. Il se compose d'une révision interne de la documentation transmise à l'OC par le producteur avant le contrôle sur site. L'OC doit planifier une date à laquelle le producteur doit présenter au plus tard les documents à évaluer hors site. Cette date déclenchera également le délai de 28 jours pour la réalisation de l'évaluation sur site.
- (iv) Parmi la documentation pouvant être évaluée hors site par l'OC figurent les éléments suivants : l'auto-évaluation, la « Déclaration de Politique de Sécurité Alimentaire », les évaluations des risques, les procédures requises par les différents PCCC, le plan de santé vétérinaire, le programme d'analyses (fréquence, paramètres, emplacements), les rapports d'analyse, les licences, la liste des médicaments utilisés, la liste des produits phytopharmaceutiques utilisés, les preuves des laboratoires d'accréditation, les certificats ou rapports de contrôle des activités sous-traitées, et les enregistrements des applications de produits phytopharmaceutiques, engrais, médicaments.
- (v) L'évaluation hors site des points de contrôle sera enregistrée dans la liste de contrôle du contrôle avec suffisamment de commentaires au sujet des points de contrôle spécifiques. Les commentaires seront fournis pour toutes les exigences majeures et tous les points de contrôle des exigences mineures non-conformes ou non-applicables, sauf indication contraire dans les « Directives de Méthodologie de Contrôle », si celles-ci sont disponibles.
- (vi) La date, l'heure, et la durée des modules hors site et sur site de chaque contrôle seront enregistrés par le contrôleur et signés par l'audité.
- (vii) Le module sur site est effectué après cette révision technique de la documentation du producteur, afin de vérifier les informations et la manière dont le processus de production fonctionne sur site, mais aussi pour contrôler le contenu restant de la liste de contrôle n'ayant pas été évalué hors site.
- (viii) Si des non-conformités sont décelées pendant le processus d'évaluation complet (modules hors site et sur site), le décompte pour le délai d'élimination des non-conformités débute par le réunion de clôture sur site.
- (ix) Ce système ne diminue pas la durée totale du contrôle (voir les exigences en matière de durée de contrôle dans les règles spécifiques aux champs d'application), mais permettra d'utiliser le temps disponible sur site de manière plus efficace. La durée du module sur site ne sera jamais inférieure à 2 heures.

5.3 Programme de gratification non programmé

- (i) Le programme de gratification non programmé doit être offert à tous les producteurs.
- (ii) Les points suivants s'appliquent aux contrôles non programmés : L'OC peut informer le producteur avant la visite prévue. Normalement, cette notification sera faite au maximum 48 heures (2 jours ouvrables) à l'avance. Dans le cas exceptionnel où il serait impossible pour le producteur d'accepter la date proposée (pour des raisons médicales ou d'autres motifs justifiables), le producteur aura encore la possibilité d'être informé d'un contrôle non programmé. Le producteur recevra un avertissement par écrit si la première date proposée n'a pas été acceptée. Le producteur recevra une autre notification de visite 48 heures à l'avance. Si la visite ne peut avoir lieu pour des raisons non justifiables, il s'ensuivra une suspension de tous les produits, et le statut du producteur sera remis à zéro.

(Voir également 5.1.2.3 « Programme de Gratification Non Programmé » dans les Modalités Générales Partie I).

5.4 Groupements de Producteurs de l'Option 2 et Multi-sites avec QMS de l'Option 1

5.4.1 Audits Externes de QMS des Groupements de Producteurs de l'Option 2 et des Multi-sites de l'Option 1 (avec QMS Mis en Ouvre)

- a) La procédure d'évaluation devra impliquer un échantillonnage des éléments afin d'évaluer la conformité au référentiel et de permettre la certification. L'ensemble de la documentation, des sites, du personnel, et des opérations qui sont déclarés par le groupement ou l'organisation multi-sites comme appropriés et en rapport avec l'établissement et la gestion du QMS selon la description indiquée dans Modalités Générales Partie II doivent être évalués.
- b) La procédure d'évaluation a pour but de démontrer que le QMS et la structure administrative répondent aux critères et que les audits internes, ainsi que les contrôles des producteurs/sites de production satisfont aux exigences du programme GLOBALG.A.P.
- c) La procédure d'évaluation est scindée en 2 éléments :
 - (i) L'audit du QMS
 - (ii) Contrôle d'un échantillon de producteurs/sites de production/manipulation inscrits (voir Modalités Générales Partie I 5.2).
- d) L'OC enverra le plan d'audit à la direction du candidat avant l'audit.
- e) L'audit QMS sera réalisé au bureau central/centre administratif du groupe de producteurs ou entreprise multi-sites, ainsi que dans la ou les installations centralisée de manipulation des produits.
- f) La procédure d'évaluation des conditions incluses dans la Partie II des Modalités Générales nécessitera au moins 6 à 8 heures, en fonction de la taille du groupement / de l'entreprise multi-sites et comprendra :
 - (i) Réunion d'ouverture avec la direction
 - (ii) Révision de l'ensemble de la documentation afférente
 - (iii) Evaluation des dossiers
 - (iv) Révision des audits internes et des contrôles effectués
 - (v) Révision de la comptabilité matière
 - (vi) Discussions et des entrevues avec le personnel clef
 - (vii) Réunion de clôture comprenant l'examen des non-conformités globales et des non-conformités identifiées
- g) L'évaluation de toutes les qualifications des contrôleurs et auditeurs internes sera réalisée avant la première certification. Lors d'audits de surveillance, l'OC réévaluera les exigences et qualifications annuelles des nouveaux contrôleurs et auditeurs. Il pourra également réévaluer les fichiers contrôlés lors des saisons précédentes.
- h) Dans le cadre de l'audit du QMS, les résultats des audits et contrôles externes et internes seront comparés afin de déterminer si les contrôles internes du demandeur sont adaptés.
- i) Le rapport final et le résultat ne peuvent être conclus qu'après évaluation du QMS et de l'échantillon minimum des membres producteurs/sites de production.

5.4.1.1 Module Hors Site

- (i) L'OC peut répartir les audits annoncés sur 2 modules : un module hors site et un module sur site. Les deux modules doivent être réalisés par le même auditeur.
- (ii) La méthodologie de l'évaluation hors site sera validée par l'OC avant sa mise en pratique. Elle sera incluse dans la révision annuelle de la gestion.
- (iii) Le contrôle du module hors site ne sera réalisé pas plus de 4 semaines avant le module sur site. Il se compose d'une révision interne de la documentation transmise à l'OC par le QMS avant l'audit. L'OC doit planifier une date à laquelle le QMS doit présenter au plus tard les documents à évaluer hors site. Cette date déclenchera également le délai de 28 jours pour la réalisation de l'évaluation sur site.

- (iv) Parmi la documentation pouvant être évaluée hors site par l'OC figurent les éléments suivants : l'audit interne, le registre interne des membres producteurs/sites de production agréés, la « Déclaration de Politique de Sécurité Alimentaire », les évaluations des risques, les procédures requises par les différents Modalités Générales Partie II, le système de surveillance de résidus (fréquence, paramètres, programme d'échantillonnage), les rapports d'analyse de résidus, les licences, la liste des médicaments utilisés, la liste des produits phytopharmaceutiques utilisés, les preuves d'agrément des laboratoires et les certificats ou rapports de contrôle des activités sous-traitées.
- (v) L'évaluation des exigences QMS hors site sera enregistrée dans le QMS avec suffisamment de commentaires au sujet des justificatifs contrôlés.
- (vi) La date, l'heure, et la durée du contrôle des modules hors site et sur site de chaque audit seront enregistrés par l'auditeur.
- (vii) Le contrôle du module sur site est effectué après la révision technique de la documentation QMS, afin de vérifier les informations et le fonctionnement du système de gestion sur site (p. ex. contrôles internes, traçabilité, séparation des produits, et bilan matières, unités centralisées de manipulation des produits, etc.) et d'auditer le contenu restant de la liste de contrôle QMS qui n'a pas été évalué hors site.
- (viii) Si des non-conformités globales sont décelées pendant le processus d'évaluation complet (modules hors site et sur site), le décompte pour le délai d'élimination des non-conformités débute par la réunion de clôture sur site.
- (ix) Ce système ne diminue pas la durée totale de l'audit (voir les exigences en matière de durée d'audit figurant dans la section 5.4.1 f)), mais permettra d'utiliser le temps disponible sur site de manière plus efficace. La durée du module sur site ne sera jamais inférieure à 3 heures.

5.4.2 Contrôles Externes des Membres du Groupement de Producteurs et/ou des Sites de Production

5.4.2.1 Contrôle Annuel :

- a) La sélection finale et la communication au QMS de l'identité et du nombre de producteurs/sites à contrôler seront faites normalement par l'OC après l'audit du QMS (hors site et sur site), en utilisant des critères basés sur la structure du groupement/de l'entreprise et définis dans une procédure d'échantillonnage, qui est basée sur les risques. Normalement, la notification ne devra pas dépasser 48 heures (2 jours ouvrables) par producteur.
- b) Les organismes de certification peuvent, en se basant sur des critères justifiables, augmenter le taux de vérification du nombre total de producteurs/sites de production inscrits. Le groupement de producteurs / l'entreprise a le droit de faire appel d'une telle décision. Les motifs de l'augmentation peuvent reposer sur un ou plusieurs des points suivants :
 - (i) L'absence de respect d'exigences majeures de QMS et/ou de manipulation de produits nuisant à la conformité du membre producteur.
 - (ii) Des réclamations de la part des clients, p. ex. la détection de résidus de pesticides illégaux.
 - (iii) Des incohérences importantes entre des comptes rendus d'audit interne ou de contrôle et les résultats du contrôle ou de l'audit de l'OC.
 - (iv) Le besoin éventuel de déterminer si la non-conformité est structurelle ou non.
 - (v) Nombre de produits
- c) Les producteurs doivent être regroupés par type de production, dans le sous-champ d'application respectif. En voici quelques exemples, qui ne sont pas limitatifs :
 - (i) Bétail en stabulation
 - (ii) Bétail ou cultures de plein champ
 - (iii) Cultures couvertes/protégées
 - (iv) Cultures pérennes
 - (v) Activités d'eau douce (aquaculture)

(vi) Sites en mer (aquaculture)

Exemple 1a : Si un groupe de producteurs (64 au total) est soumis à un contrôle GLOBALG.A.P. pour des produits laitiers, et que toute la production s'effectue en plein champ, la racine carrée de tous les producteurs (8) définirait alors la taille de l'échantillon.

Exemple 1b : Si, toutefois, dans ce groupement de 64 producteurs, 16 d'entre eux produisaient des produits laitiers en stabulation, alors la racine carrée de ce petit groupement de producteurs (4) serait également contrôlée, puisqu'ils ont un différent type de production. La racine carrée de 48 (64-16) et la racine carrée de 16 (4) signifie que $7 + 4 = 11$ producteurs au total seront contrôlés.

Exemple 2 : Un groupement composé de 96 producteurs s'est inscrit pour la certification GLOBALG.A.P. pour le sous-champ d'application Fruits et légumes. Parmi les 96 producteurs :

- 43 produisent des pommes
- 10 produisent des pommes et des tomates en serres
- 5 produisent des pommes et des tomates en serres et des tomates en plein champ
- les autres producteurs produisent des carottes en plein champ (38 producteurs)

C'est-à-dire :

- 58 producteurs produisent des cultures pérennes (pommes)
- 15 producteurs produisent des cultures couvertes (tomates en serres)
- 43 producteurs produisent des cultures en plein champ (tomates et carottes)

Echantillon :

- $\sqrt{58} = 8$ producteurs produisant des pommes.
- $\sqrt{15} = 4$ producteurs produisant des tomates en serres.
- $\sqrt{43} = 7$ producteurs produisant des cultures en plein champ.

Pendant les contrôles, si l'OC sélectionne un producteur produisant des pommes et des tomates en serres et des carottes et/ou tomates en plein champ, le contrôleur couvre les 3 différents types de production en même temps.

- d) La taille minimale de l'échantillon correspond à la racine carrée des producteurs inscrits par sous-champ d'application et type de production. La racine carrée doit être arrondie au nombre entier supérieur s'il y a des décimales. Pendant le contrôle de chacun de ces producteurs/sites de production sélectionnés, tous les produits sont contrôlés.
- e) La sélection des producteurs vise à couvrir tous les membres producteurs/sites du groupement de producteurs / de l'entreprise au cours de l'année, en tenant compte des facteurs de risques, des nouveaux producteurs et d'une sélection aléatoire. Sauf en cas de motif particulier (risque plus élevé, statut spécial du membre, nombre de produits, résultats du contrôle précédent, membre multi-sites, etc.), l'évaluation suivante ne doit normalement pas inclure les producteurs/sites déjà contrôlés lors des évaluations précédentes. Les producteurs qui changent de groupement auront plus de possibilités d'être inclus dans l'échantillon de producteurs choisi par l'OC.

Exemple 1 : Un candidat possède 4 sites de production inscrits, et l'OC, après l'audit du QMS, détermine la racine carrée pour obtenir un échantillon. Résultat : 2 sites ($\sqrt{4}$) doivent être contrôlés lors de ce contrôle initial.

Exemple 2 : Un groupe est composé au total de 64 producteurs dont 48 demandent la certification pour le sous-champ d'application Bovins et ovins, 25 demandent la certification pour le sous-champ d'application élevage avicole et 9 demandent la certification pour le sous-champ d'application Fruits et légumes. La taille minimum de l'échantillon pour chaque sous-champ d'application sera $\sqrt{48} + \sqrt{25} + \sqrt{9} = 7 + 5 + 3 = 15$ producteurs qui devront subir un contrôle externe par l'OC.

- f) Le contrôle des producteurs sélectionné dans l'exemple sera réalisé. Il devra couvrir :
- Tous les produits inscrits pour la certification qu'ils cultivent
 - Tous les types de production (voir « d »)
 - Tous les sous-champs d'application pour lesquels ils se sont inscrits

Les contrôles réalisés auprès des membres/sites chez lesquels plus d'un type de production ou sous-champ d'application est évalué, comptent comme un contrôle pour chaque sous-champ d'application ou type de production.

Exemple 1 : Types de production multiples :

Un groupement de producteurs compte 53 producteurs de tomates. 28 cultivent leurs produits uniquement dans des serres, 17 uniquement en plein champ, et 8 en serres et en plein champ.

La taille minimale de l'échantillon serait alors :

- Cultures en plein champ : $17+8=25 \Rightarrow \sqrt{25}=5$ (nombre minimal de producteurs)
 - Cultures couvertes : $28+8=36 \Rightarrow \sqrt{36}=6$ (nombre minimal de producteurs)
- Toutefois, le nombre minimal de producteurs est de : 8 ($\sqrt{53}$)

IMPORTANT : Les critères décrits dans f) pour le choix des producteurs pour le contrôle doivent toujours être pris en compte.

- g) Dans le cas où un membre exploite un QMS sur des multi-sites, il fusionnera avec le QMS central du groupement, car il ne peut y avoir qu'un seul QMS pour le groupement. Dans le cas où il y a des multi-sites dans le cadre d'un groupement, le membre qui détient les sites devra être pris en compte pour le calcul de la taille de l'échantillon, et non le nombre de sites. L'OC devra contrôler la racine carrée du nombre de sites de ce membre durant l'audit externe si ce membre est choisi dans l'échantillon. Cependant, lors de contrôles internes tous les sites du membre doivent être contrôlés.

Exemple : Dans un groupement de 25 membres, un membre possède des sites multiples (4). L'OC devra contrôler 5 membres (racine carrée de 25). Si le membre multi-site est choisi parmi les 5 membres, 2 (racine carrée de 4) de ses sites seront contrôlés. Au total, 6 sites pour le groupement seront contrôlés.

5.4.2.2 Contrôles de Surveillance pour les Producteurs de l'Option 2 et/ou les Sites de Production de l'Option 1 Multi-sites

- a) Ces contrôles annuels et de surveillance devront être effectués lors de 2 visites distinctes qui devront être séparées par un intervalle minimum de 30 jours.
- b) La sélection finale et la communication au QMS des producteurs/sites de production à contrôler ne dépassera normalement pas 48 heures (2 jours ouvrables) par producteur.

5.5 Contrôles (Option 1 uniquement) et Audits (QMS uniquement) à l'improviste

- a) La sélection des 10 % ne doit pas tenir compte que du nombre total, mais doit aussi être calculée et réalisée sur la base de l'évaluation des risques et en considérant des facteurs tels que la géographie, la législation (lorsque l'OC recouvre plusieurs juridictions), le type de culture, les antécédents de conformité, etc.
- b) Ces 10 % devront être calculés sur une période de 12 mois. Le nombre de contrôles et d'audits à l'improviste par période de 12 mois devra refléter 10 % des certificats délivrés avec et sans QMS inclus, respectivement, l'année précédente.
- c) Ces 10 % devront être répartis entre les pays où l'OC a des détenteurs de certificat et ils seront représentatifs des pays.
- d) Le calcul des 10 % devra être effectué par champ d'application.
- e) Il devra y avoir au minimum un contrôle ou audit par an et par champ d'application ; p. ex., si l'OC a ≤ 10 producteurs certifiés sous l'Option 1, il convient de contrôler au moins un producteur, ou, si l'OC a ≤ 10 détenteurs de certificat sous l'Option 2, il convient d'effectuer un audit par an auprès d'un d'entre eux au moins.
- f) Les OC avec un seul groupement de producteurs certifié sous l'Option 2 devront effectuer un audit du QMS à l'improviste au moins tous les 2 ans.
- g) Les évaluations de programme peuvent compter pour le nombre de contrôles ou d'audits à l'improviste par an. L'OC devra réaliser le suivi des non-conformités globales décelées pendant cette évaluation de certification d'intégrité de la certification.
- h) Ces contrôles/audits réguliers annuels et contrôles/audits à l'improviste devront être effectués lors de 2 visites distinctes qui devront être séparées par un intervalle minimum de 30 jours.

5.6 Contrôle des Unités de Manipulation de Produits (Option 2 et Option 1 Multi-sites avec QMS)

- a) L'OC devra contrôler les unités centralisées de manipulation des produits (cest-à-dire moins d'une unité de manipulation de produits par membre de groupement de producteurs/site de production) utilisant la liste de contrôle combinée QMS et manipulation de produits mise à disposition par GLOBALG.A.P. Toutefois, pour l'aquaculture, l'échantillonnage des unités de manipulation de produits n'est pas possible.

- b) Lorsque la manipulation des produits n'est pas centralisée, mais effectuée sur les sites de production des producteurs membres, ce facteur devra être pris en compte au moment de déterminer l'échantillon de producteurs à contrôler. Dans ce cas, l'OC doit utiliser la liste de contrôle IFA normale pour chaque producteur contrôlé.
- c) Pour les contrôles internes, chaque unité de manipulation des produits doit être contrôlé.

5.7 Contrôles et Audits Externes des Listes de Contrôle Modifiées Approuvées (AMC)/Programmes Reconnus Équivalents

- a) **Évaluation comparative – Benchmarking** : Le programme candidat au benchmarking est évalué pour obtenir une équivalence en comparant des critères de contenu et de performance vis-à-vis de GLOBALG.A.P. Se référer aux « Réglementations de Benchmarking » pour plus d'informations.
- b) **Règles relatives aux programmes** : Pour les AMC (listes de contrôle modifiées approuvées) les Modalités Générales GLOBALG.A.P.; s'appliquent. Pour les programmes reconnus équivalents, voir les Modalités Générales du programme.
- c) **Validation de l'équivalence** : Le producteur individuel/groupement de producteurs sera le détenteur du certificat une fois certifié. Pour que la certification soit validée, il faut que toutes les entités juridiques soient inscrites dans la Base de Données GLOBALG.A.P.
- d) **OC approuvés GLOBALG.A.P.** : Toutes les certifications réalisées au sein d'un référentiel reconnu entièrement équivalent seront réalisées par des OC approuvées par GLOBALG.A.P. ou par le détenteur du programme correspondant.
- e) **Fréquence** : Le programme candidat doit assurer la vérification des producteurs selon les règles de l'Option 1 et des groupements de producteurs et multi-sites avec un QMS selon les règles de l'Option 2.

6 PROCEDURE DE CERTIFICATION

6.1 Généralités

- a) La personne qui prend la décision de certification ou du moins un membre de la Commission de Certification de l'OC devra être qualifié(e) comme auditeur, tel que spécifié dans l'Annexe III.2 pour le champ d'application pour lequel le certificat est délivré. Si la décision de certification est liée à l'Option 1 et n'inclut pas de QMS, l'OC doit néanmoins disposer d'une personne dans le comité de décision de certification qui satisfait aux exigences envers les auditeurs. Toutefois, cette personne ne doit pas être présente et réussir la formation d'auditeur QMS face-à-face, ni disposer de 10 jours d'expérience dans le domaine des audits de systèmes de gestion.
- b) Chaque OC sera responsable de l'archivage des informations : la documentation relative aux procédures de GLOBALG.A.P. ou aux clients de GLOBALG.A.P. doit être mise à la disposition de l'OA et de GLOBALG.A.P. sur demande.
- c) Dans le cas de l'Option 1 multi-sites sans QMS, tous les sites de production cultivant un produit inscrit seront contrôlés avant que le certificat ne soit délivré (si ce n'est pas le cas, il s'agit d'une production parallèle). Dans le cas de l'Option 1 multi-sites avec QMS mis en place, les règles pour l'ajout de nouveaux sites sont détaillées dans Modalités Générales Partie II 11 « Inscription de Producteurs ou Sites de Production Supplémentaires au Certificat ».
- d) Au terme de la procédure d'évaluation complète, un compte rendu écrit complet sera rédigé. Il résumera l'activité d'évaluation entreprise (date du contrôle, sites et installations contrôlés, et durée de contrôle ou de l'audit), fournira des preuves objectives et des informations sur la façon dont le producteur ou le groupement de producteurs se conforme aux exigences du référentiel et, le cas échéant, énumérera toutes les non-conformités et/ou non-conformités globales identifiées.
- e) Le producteur/représentant du groupement de producteurs doit signer ou confirmer le résultat du contrôle et de l'audit (y compris au moins le champ d'application du contrôle/audit, le résultat en % de conformité pour les différents niveaux de points de contrôle, la liste des résultats, et la durée) pendant la réunion de clôture. Une confirmation documentée ou électronique du producteur est équivalente à la « Signature » du producteur.

- f) La conformité est indiquée par un « Oui » (pour « Conforme »), « Non » (pour « Non Conforme »), et « N/A » (pour « Non Applicable »). Les points de contrôle définis comme « N'est pas N/A » ne peuvent pas être considérés comme « Non Applicable ». Dans des cas exceptionnels où le point de contrôle n'est pas applicable, la réponse doit être « Oui » avec une justification claire.
- g) Il conviendra d'enregistrer les commentaires selon les « Directives de Justifications et Méthodologie de Contrôle », ce qui permettra de réexaminer ultérieurement la trame de l'audit avec mention des preuves détaillées vérifiées lors du contrôle. S'il n'y a pas de « Directives de Justifications et Méthodologie de Contrôle » publiées pour un référentiel ou sous-champ donné, il est *obligatoire de fournir des commentaires* pour tous les points de contrôles d'exigences majeures et QMS conformes, non-conformes et non applicables, ainsi que pour tous les points de contrôle d'exigences mineures conformes, non-conformes et non applicables contrôlés/audités lors de tous les contrôles/audits externes (par l'OC) et internes. Pour les auto-évaluations (Option 1), il est *obligatoire de fournir des commentaires* pour tous les points de contrôle, exigences majeures, exigences mineures, et critères de conformité non-conformes et non applicables. Les commentaires et les preuves portant sur le(s) document(s) qui a (ont) été examiné(s), sur les travailleurs interrogés, etc., devront être spécifiques à un site et à un produit et inclus dans la liste de contrôle pour garantir que tous les points de contrôle ont été correctement évalués pour tous les sites et produits applicables.
- h) Pour les groupements et producteurs multi-sires avec QMS, le format du rapport d'évaluation devra reposer sur la liste de contrôle QMS (disponible sur www.globalgap.org). Le rapport d'évaluation constituera la base permettant de prendre une décision sur l'attribution d'un certificat au groupement.
- i) Le rapport de l'OC contiendra les points suivants :
 - (i) Tous les points figurant dans la section « Notes de Contrôles » de la liste de contrôle GLOBALG.A.P. officielle
 - (ii) Le champ d'application du contrôle/audit : société, site, UMP, et informations concernant le produit selon l'Annexe I.2. Les produits, surface/quantité de production, sites/membres, pays de destination, manipulation, et récolte inclus ou exclus, manipulation du produit dans les champs, dans une installation ou les deux, géniteurs ou semences achetés ou non, attributs du produit (production/propriété parallèle, couvert/non couvert, première récolte ou récolte suivante), etc. doivent être inclus
 - (iii) Le calcul du total des points de contrôle d'exigences majeures, exigences mineures, et recommandations applicables, ainsi que le % des non conformités globales d'exigences mineures
 - (iv) La liste des non-conformités globales, non conformités, et des actions de suivi. Ceci inclut le point de contrôle concerné, l'observation concernant les éléments non conformes, les preuves de l'absence de conformité aux exigences, la date limite pour l'action corrective, la description de l'action corrective entreprise par le producteur, la référence aux preuves objectives de mise en œuvre de l'action corrective, l'évaluation du résultat de l'action corrective (ouverte/close), et les dates correspondantes pour ces actions
 - (v) Conclusion de conformité ou non
 - (vi) Nom du ou des certificateurs/contrôleurs
- j) Niveau du rapport, p. ex. préliminaire ou final. L'OC peut définir différents niveaux de rapports supplémentaires. La liste de contrôle/audit complétée intégralement, y compris tous les points de contrôle applicables, commentaires/justificatifs par point de contrôle (le cas échéant) et les preuves objectives de la mise en œuvre de l'action corrective sont disponibles. Ils ne figurent pas nécessairement dans le rapport final mais doivent être disponibles sur demande.
- k) La date de la décision de certification peut être enregistrée à d'autres endroits ou sur d'autres systèmes de l'OC, sans devoir figurer nécessairement dans ce rapport.
- l) Des copies du compte rendu, des preuves objectives de la mise en œuvre des actions correctives ou la liste de contrôle d'inspection/audit complétée intégralement ne seront remises à d'autres parties que si le candidat y consent en accordant son autorisation écrite, sauf aux autorités de réglementation si la législation nationale l'exige, ainsi qu'à l'OA et à l'OC.

- m) Le compte rendu de l'OC (p. ex. rapport d'audit, rapport d'action corrective, etc.) doit être protégé ou bien contrôlé de façon à éviter les modifications ou altérations non-autorisées avant sa transmission.

6.2 Durée du Contrôle

- a) Le compte rendu de contrôle devra comprendre la consignation de la durée du contrôle.
- b) Une durée de contrôle suffisante devra permettre à l'auditeur ou au contrôleur d'avoir une réunion d'ouverture avec la direction de l'exploitation agricole (reconfirmer le champ d'application, etc.), de contrôler tous les points de contrôle applicables, de contrôler tous les produits du champ d'application du contrôle ; de visiter tous les sites de production, stockage, transformation, et autres lieux critiques (p. ex. une source d'eau), de contrôler le matériel utilisé, d'interroger le personnel, d'évaluer les enregistrements, de remplir la liste de contrôle avec des commentaires suffisants et de présenter le résultat au producteur juste après la fin du contrôle.
- c) Des exigences et directives supplémentaires au sujet de la durée minimale du contrôle figurent dans les règles spécifiques au champ d'application respectif.

6.2.1 Contrôles à l'improviste (Option 1 sans QMS) :

- a) La durée des contrôles à l'improviste (Option 1) ne sera jamais inférieure à 2 heures.
- b) Le cas échéant, l'OC peut utiliser la liste de contrôle pour des contrôles non programmés.

6.3 Non-Conformité Globale du Producteur et Sanctions

Voir aussi Modalités Générales Partie I 6.4 « Sanctions ».

- a) Toutes les corrections et mesures corrective seront évaluées, avec des éclaircissements qui montreront si la (les) mesure(s) prise(s) et la preuve fournie suffisent à mettre fin à la non-conformité globale.
- b) La preuve de la correction des non-conformités globales pourra être apportée sous forme de documents et/ou de photos. Les preuves devront être classées et tenues à la disposition de GLOBALG.A.P. sur demande.
- c) Il pourra arriver que la démonstration de la correction d'une non-conformité globale ne puisse être confirmée que par une nouvelle visite de l'exploitation. Dans ce cas, il pourra en découler des frais.
- d) Toutes les non-conformités globales avec le QMS devront être corrigées *avant* qu'un certificat ne puisse être délivré.
- e) Des mesures correctives satisfaisantes devront avoir été mises en place pour atteindre le niveau d'approbation applicable aux producteurs et/ou sites de production *avant* qu'un certificat puisse être délivré au groupement ou à l'entreprise.
- f) Suppression d'une sanction : Une sanction ne se termine pas avec le cycle, mais reste affectée au GGN jusqu'à ce que la non-conformité globale soit clôturée.

6.3.1 Non-Conformité Globale Non Corrigée

Le statut « non-conformité globale non corrigée » ne peut pas être attribué à des produits de membres d'un groupement de producteurs.

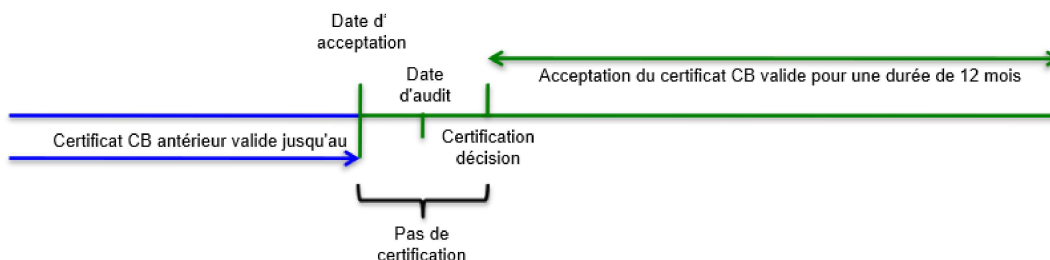
6.4 Exigences Relatives au Certificat Papier

- a) Après une décision de certification positive, l'OC délivrera un certificat conformément à la dernière version du modèle de certificat GLOBALG.A.P.
- b) Le certificat papier ne peut être délivré que sur la base des informations disponibles à ce moment-là dans la Base de Données GLOBALG.A.P. pour ce GGN unique.
- c) Une liste de tous les producteurs, sites de production, et UMP auxquels se rapporte le certificat sera publiée dans un appendice auquel le certificat fera référence. L'OC devra tenir cette liste à jour.

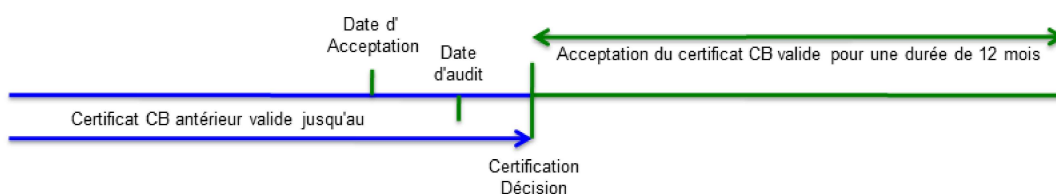
- d) Les OC GLOBALG.A.P. ou leurs sous-traitants peuvent publier des communications autre que le certificat liées au statut du producteur (inscrit, audité, etc.), tant qu'il est clairement indiqué qu'il ne s'agit pas d'un certificat et qu'elles contiennent la phrase suivante : Le statut GLOBALG.A.P. actuel de ce producteur est toujours affiché sur www.globalgap.org/search.

7 TRANSFER ENTRE ORGANISMES DE CERTIFICATION

- a) Cette section explique comment procéder si des producteurs qui se trouvent dans la base de données GLOBALG.A.P. passe de son OC d'origine approuvé par GLOBALG.A.P. [ci-après désigné sous le nom de « OC émetteur »] à un autre OC approuvé par GLOBALG.A.P. [ci-après désigné sous le nom de « OC receveur »]. L'objectif est de garantir le maintien de l'intégrité des certificats GLOBALG.A.P. délivrés par un OC, et de garantir que l'historique d'un producteur au sein de GLOBALG.A.P. est pris en compte dans le processus de révision lors de la signature d'un contrat avec un OC GLOBALG.A.P.
- b) Il s'agit des exigences minimales relatives au transfert des producteurs inscrits dans la Base de Données GLOBALG.A.P. (et le cas échéant de leurs certificats correspondants) entre OC collaborant avec GLOBALG.A.P. Les OC peuvent mettre en œuvre des procédures ou des mesures plus strictes que celles décrites dans le présent document, à condition que la liberté de choix des OC par les producteurs ou groupements de producteurs ne soit en aucun cas indûment ou injustement entravée.
- c) Seuls des producteurs et groupements de producteurs inscrits dans la Base de Données peuvent changer d'OC. Tous les producteurs devront d'abord éliminer les sanctions éventuelles en cours avant de pouvoir changer d'OC. Si un producteur sanctionné souhaite changer d'OC et que le cycle de certification est déjà terminé, l'OC émetteur peut exceptionnellement lever la non-conformité globale d'un certificat expiré sans avoir obtenu des preuves des mesures correctives. Dans ce cas, l'OC émetteur devra assurer que l'OC receveur est parfaitement au courant de la cause de la non-conformité globale.
- d) L'OC receveur doit conserver le GGN existant du producteur ou groupement de producteurs transféré. Une double inscription n'est pas autorisée (c'est-à-dire qu'un producteur ou groupement de producteurs ne peut avoir qu'un seul GGN même si le même producteur ou groupement de producteurs adhère à plusieurs OC).
- e) Avant d'accepter le transfert, l'OC receveur doit clore le processus d'inscription et conclure un accord de sous-licence et de certification avec le producteur ou groupement de producteurs. Le transfert de producteurs entre OC a lieu après expiration du certificat du producteur ou du groupement de producteurs, et aussi s'il n'existe pas de contrat de prestations de services contraignant entre le producteur et l'OC émetteur.
- f) Le producteur ou groupement de producteurs demandera la certification pour le cycle suivant à un autre OC (« OC receveur »).
- g) L'OC émetteur peut écourter la validité du certificat délivré.
- h) Si la « Date d'Acceptation » (signature de l'« Accord de Sous-Licence et de Certification de GLOBALG.A.P. ») et la « Date d'Audit » sont *postérieures* à la date d'expiration du certificat de l'OC émetteur, il y aura un délai pendant lequel le producteur n'aura pas de certificat valable.



- i) Toutefois, si la « Date d'Acceptation » (signature de l'« Accord de Sous-Licence et de Certification de GLOBALG.A.P. ») et peut-être aussi la « Date d'Audit » sont *antérieures* à la date d'expiration du certificat de l'OC émetteur, la décision de certification ne pourra prendre effet qu'à partir de l'expiration du certificat. Dans ce cas, le cycle de certification du producteur restera le même qu'avant.
- j) L'OC émetteur reste responsable jusqu'à expiration de son certificat. Le producteur peut signer un « Accord de Sous-Licence et de Certification de GLOBALG.A.P. » avec l'OC receveur lorsqu'il est sous contrat avec l'OC émetteur. L'« Accord de Sous-Licence et de Certification de GLOBALG.A.P. » n'est contraignant pour l'OC receveur qu'à partir du moment où l'OC émetteur a publié le GGN du producteur dans la base de données GLOBALG.A.P.
- k) Si, durant la validité du certificat délivré par l'OC émetteur, l'OC receveur détecte des non-conformités qui ne sont pas closes après 28 jours, l'OC receveur informera l'OC émetteur au sujet des non-conformités décelées, de sorte qu'il puisse prendre des actions de suivi appropriées.



Note 1 : Si la décision de certification est prise *après* l'expiration du certificat de l'OC émetteur, même si les « Dates d'Acceptation » et d'Audit étaient antérieures à la date d'expiration, il y aura un délai pendant lequel le producteur ne détiendra pas de certificat valable.

Note 2 : En cas de transfert, l'inscription des produits dans la Base de Données peut ne pas être finalisée avant le contrôle et la décision de certification peut ne pas être prise dans un délai de 28 jours.

8 **SANCTIONS DES ORGANISMES DE CERTIFICATION**

8.1 **Règles Générales**

- a) Le Comité Directeur de GLOBALG.A.P. définit les types et niveaux de sanctions décrits ici.
- b) Toute contestation d'une sanction proposée par le Secrétariat GLOBALG.A.P. ou par le Comité de Surveillance de l'Intégrité (ISC, voir ci-dessous) doit être reçue dans un délai de 5 jours ouvrables après réception de la notification. L'ISC ou le Secrétariat GLOBALG.A.P. évaluera la contestation. La deuxième contestation d'une sanction reconfirmée par l'ISC est soumise à la procédure d'arbitrage décrite dans l'« Accord de Licence et de Certification de GLOBALG.A.P. » et dans l'« Accord Propriétaire d'un Système de Certification Équivalent ».
- c) GLOBALG.A.P. a constitué un Comité de Surveillance de l'Intégrité (ISC), qui décide des sanctions conformément à ce document, sur la base d'une approche au cas par cas.
- d) L'ISC se compose de :
 - (i) 3 membres permanents et 2 suppléants
 - (ii) Un représentant du Secrétariat GLOBALG.A.P. qui peut participer aux réunions de l'ISC
 - (iii) Un représentant des organismes d'accréditation qui peut participer en tant qu'observateur indépendant
 - (iv) Un observateur du secteur public qui peut participer, mais sans droit de vote
 - (v) Un représentant du propriétaire du programme reconnu équivalent invité par l'ISC
- e) L'ISC peut prendre n'importe quelle mesure parmi celles mentionnées ci-dessous :
 - (i) Délivrer des sanctions conformément à la définition fournie dans la section 9.3 du présent document
 - (ii) Demander des évaluations d'intégrité complémentaires/supplémentaires des OC

- (iii) Décider que l'OC sanctionné doit payer le coût de la ou des visite(s) d'évaluation ou de réévaluation. Le tarif de toute visite d'évaluation et du temps nécessaire pour le déplacement est de 1 000 EUR par jour, frais de déplacement compris. Si une visite d'évaluation devant excéder 3 jours est prévue, l'ISC doit donner son approbation
- (iv) Prononcer des amendes
- (v) Exiger de l'OC qu'il rembourse les coûts liés directement à la procédure d'enquête et de pénalisation d'un cas particulier. La charge de la preuve du montant des coûts incombe au Secrétariat GLOBALG.A.P.
- (vi) Conseiller au Secrétariat GLOBALG.A.P. d'annuler le contrat avec l'OC concerné
- (vii) Demander que des contrôleurs/auditeurs particuliers qui n'ont pas opéré conformément aux Modalités Générales de GLOBALG.A.P. recommencent l'examen en ligne en présence d'un représentant du Secrétariat GLOBALG.A.P. L'OC assumera les frais complémentaires de participation à l'examen et autres dépenses
- (viii) Demander que des contrôleurs/auditeurs particuliers assistent à un stage de formation approuvé par GLOBALG.A.P. L'OC couvrira les frais de participation au stage, à l'examen, et autres dépenses
- (ix) L'ISC peut suspendre directement un contrôleur/auditeur OC suite au résultat d'une ou de plusieurs évaluations d'intégrité et interdire à cette personne de réaliser des contrôles/audits pour le système GLOBALG.A.P.
- f) Par défaut, les sanctions sont applicables à l'OC dans son ensemble. L'ISC peut limiter les sanctions au niveau du champ d'application, du sous-champ d'application ou d'une zone géographique uniquement.
- g) Les niveaux de sanction 1 à 5 (voir section 9.3 ci-dessous) ne sont pas nécessairement consécutifs (p. ex., il est possible pour un OC, après avoir reçu un premier avertissement en raison d'inscriptions incomplètes dans la base de données, de recevoir un Carton Rouge et de sauter au niveau 4 immédiatement en conséquence d'un résultat du programme d'intégrité de certification.)
- h) Les sanctions seront communiquées à l'organisme d'accréditation concerné et, le cas échéant, au propriétaire d'un système de certification équivalent (ECSO) ou au propriétaire d'une liste de contrôle modifiée approuvée (AMC).
- i) En cas de suspension d'un OC par l'OA ou si un OC a perdu son accréditation en raison d'autres circonstances, l'OC n'est pas autorisé à délivrer de nouveaux certificats. La décision de l'ISC tiendra compte du motif de la suspension afin de déterminer si les certificats existants délivrés par l'OC sont encore valables et envisagera la délivrance d'un Carton Rouge.
- j) L'ESCO peut demander à GLOBALG.A.P. de réaliser une évaluation d'intégrité supplémentaire en plus de celles déjà initiées par GLOBALG.A.P. GLOBALG.A.P. peut facturer des frais distincts pour ces évaluations supplémentaires.

8.2 Types de Non-Conformités Globales

2 types de non-conformités globales peuvent entraîner une pénalisation des OC.

8.2.1 Non-Conformités Globales Contractuelles

Il s'agit de non-conformités globales contractuelles si l'OC n'est pas en conformité avec les contrats conclus avec GLOBALG.A.P. En voici quelques exemples, qui ne sont pas limitatifs :

- a) Communication mensongère ou erronée sur la certification GLOBALG.A.P. et l'utilisation du logo
- b) Refus de signer l'« Accord de Licence et de Certification de GLOBALG.A.P. » et tous amendements après un délai fixé par le Secrétariat GLOBALG.A.P.
- c) Absence de paiement des frais GLOBALG.A.P. (p. ex. frais de licence OC, frais de formation, frais de licence de certification, frais d'inscription de producteurs)
- d) Non présentation de la preuve de l'accréditation dans les délais fixés lors de l'approbation de l'OC
- e) Fraude confirmée
- f) Perte d'accréditation (basée sur la décision de l'OA)

8.2.2 Non-Conformités Globales au Référentiel ou aux Modalités Générales

- a) Il s'agit de non-conformités globales aux Modalités Générales ou au référentiel si l'OC ne se conforme pas aux règles définies dans les Modalités Générales ou n'interprète pas les points de contrôle et critères de conformité selon les règles GLOBALG.A.P. Exemples de telles non-conformités globales (liste non limitative) :
 - (i) Absence aux formations annuelles obligatoires des OC
 - (ii) Non-respect des conditions de formation en ligne
 - (iii) Téléchargement incomplet ou tardif des données de certification
 - (iv) Données d'inscription et d'audit non fiables
 - (v) Aucune réponse aux communications officielles et/ou aux réclamations de GLOBALG.A.P.
 - (vi) Fraude confirmée
 - (vii) Non-application des directives du Groupe de Travail Technique National (NTWG) approuvé, sauf justification communiquée au Secrétariat GLOBALG.A.P.
 - (viii) Conflit d'intérêts (ex : consultation et certification)
 - (ix) Retard ou non-application des sanctions des producteurs
 - (x) Formation interne insuffisante
 - (xi) Non-conformité au champ d'application des contrôles externes
 - (xii) Non respect des exigences fonctionnelles des OC et des délais, comme p. ex. non réponse aux mesures correctives ou un retard de délivrance des certificats
- b) Le Secrétariat GLOBALG.A.P., l'OA concerné, et l'ISC GLOBALG.A.P. seront responsables du traitement de ces types de non-conformités globales.

9 PROGRAMME D'INTEGRITE (IPRO)

Le programme d'intégrité se compose de 2 piliers :

- a) Programme d'intégrité de la marque (BIPRO) (p. ex. questions contractuelles, base de données, utilisation du logo, exigences administratives, gestion des réclamations, etc.)
- b) Programme d'intégrité de la certification (CIPRO) (p. ex. performance de contrôle, d'audit ou de certification de l'OC, etc.)

Les procédures de sanction sont illustrées dans un schéma à la fin de ce document.

9.1 Programme d'Intégrité de la Marque

Les non-conformités globales suivantes sont couvertes par le programme d'intégrité de la certification :

- a) Non-conformités globales répondant à la définition donnée au point 8.2. L'ISC peut se voir demander de juger l'OC immédiatement, p. ex. en cas de « fraude confirmée » (voir 8.2.2a (vi))
- b) Inscription incomplète ou défaut d'inscription répété dans la Base de Données GLOBALG.A.P. conformément à la définition donnée dans la section 9.3 « Niveaux de Sanction Applicables aux Organismes de Certification »
- c) Tout retard de paiement de factures acceptées par l'OC qui n'auraient pas été réglées dans un délai de 3 mois à compter du deuxième avertissement par écrit du Secrétariat GLOBALG.A.P. donnera lieu à un Carton Rouge et, pour finir, à une annulation de contrat (niveau 5)
- d) Inscriptions incomplètes ou erreurs dans la base de données et/ou dans les certificats délivrés
- e) Le niveau de sanction découlant des entrées dans la base de données sera réinitialisé (annulé) si l'OC ne dépasse pas le seuil (5 GGN ou 1 % du nombre total de GGN inscrits auprès d'un OC, en fonction du nombre le plus élevé) dans un délai de 12 mois après la dernière sanction ou après le début du processus de surveillance.

9.2 Programme d'Intégrité de la Certification

Le programme d'intégrité de la certification est basé sur les risques et se compose de 2 types d'évaluations :

- a) Évaluations de bureau pour vérifier la performance de certification de l'OC
- b) Évaluations du producteur ou évaluations-témoins de l'OC pour vérifier la performance de contrôle et d'audit de l'OC

9.2.1 Appréciation et Classement des Résultats d'Évaluation

- a) Chaque évaluation est documentée dans un compte-rendu d'évaluation du programme d'intégrité de la certification. Un représentant de chaque site évalué (producteur, groupement de producteurs, ou bureau d'OC) signera le compte-rendu d'évaluation.
- b) Chaque compte-rendu d'évaluation du programme d'intégrité de la certification est envoyé à l'OC, à l'organisme d'accréditation et, le cas échéant, à l'ECSO/AMCO. Les organismes d'accréditation sont encouragés à s'en servir comme donnée de départ pour leur prochaine évaluation. Les OC et l'ECSO/AMCO doivent utiliser ces comptes-rendus comme information en retour de gestion pour leurs procédures d'amélioration constante.
- c) Les preuves issues d'un ou plusieurs comptes-rendus d'évaluation du programme d'intégrité de la certification classés et l'incapacité de l'OC à démontrer une amélioration par rapport aux évaluations précédentes constituent la base de la proposition de GLOBALG.A.P. d'un classement de performance générale de l'OC à l'ISC. L'OC sera informé du classement de performance proposé et aura l'occasion de répondre sous forme de déclaration par écrit dans un délai de 14 (quatorze) jours après notification. L'OA concerné et, le cas échéant, l'ECSO/AMCO seront avisés par GLOBALG.A.P.
- d) L'ISC prend ses décisions en se basant sur *toutes* les données suivantes :
 - (i) Les comptes-rendus d'évaluation individuels présentés par le Secrétariat GLOBALG.A.P. en prenant en considération toutes les évaluations précédentes
 - (ii) Le classement de performance proposé par GLOBALG.A.P.
 - (iii) La déclaration écrite de l'OC (exposé des arguments)
- e) Les comptes-rendus d'évaluation présentés à l'ISC sont anonymes et ne révéleront pas le nom du ou des OC impliqué(s).
- f) Le Secrétariat GLOBALG.A.P. peut demander un résumé des mesures de relance, mais pas nécessairement exiger un plan de mesures correctives dans chaque cas.
- g) Dans le cas où le représentant de l'OC est présent et accepte les résultats de l'évaluation, l'évaluateur d'intégrité peut décider que l'OC peut consigner cette évaluation d'intégrité comme un contrôle/audit à l'improviste dans le cadre de la règle des 10 %.
- h) L'OC doit suivre les résultats de l'évaluation d'intégrité et assurer que le producteur se conforme aux exigences de certification.

9.2.1.1 Classement

Classement #1

(i) Définition :

Une performance inacceptable, qui met la compétence générale de l'OC en question : Des infractions graves aux règles du référentiel GLOBALG.A.P. ou d'un référentiel équivalent sont constatées. Elles comprennent (sans être limitées à la preuve objective) :

- Ignorance ou négligence délibérée et/ou répétée des règlements de GLOBALG.A.P. ou d'un référentiel équivalent
- Abus de la licence GLOBALG.A.P. ou de celle d'un référentiel équivalent
- Une ou plusieurs défaillances techniques graves dans la procédure de contrôle ou d'audit
- De nombreuses défaillances techniques mineures dans la procédure de contrôle ou d'audit
- Fraude avérée

(ii) Procédure

- a) Une ou plusieurs évaluation(s) ultérieure(s) peut (peuvent) être envisagée(s) pour chercher à déterminer s'il s'agissait d'un incident isolé ou d'une manière de travailler en général, mais une seule évaluation peut également aboutir au classement #1.

- b) L'OC est immédiatement suggéré à l'ISC et met en œuvre des corrections ou des mesures correctives au niveau de l'exploitation et de l'OC.
- c) L'OC signale son action corrective immédiate au Secrétariat GLOBALG.A.P. et, le cas échéant, à l'ECSO/AMCO.

Classement #2

(i) Définition

- a) Très mauvaise performance, qui implique des mesures d'amélioration sérieuses et immédiates par l'OC : Plusieurs évaluations soulèvent de sérieux doutes et des inquiétudes.
- b) Une mauvaise gestion délibérée est suspectée, mais aucune preuve objective de la fraude n'a été trouvée. Mise en danger réelle (c'est-à-dire pas seulement potentielle, mais effective) de la sécurité alimentaire n'ayant pas été identifiée pendant le contrôle/audit.

(ii) Procédure

- a) L'OC vérifiera immédiatement les corrections ou mesures correctives au niveau de l'exploitation.
- b) De nouvelles évaluations (réévaluations) seront programmées pour vérifier l'efficacité des mesures correctives dans un délai maximal de 10 mois.
- c) L'OC est suggéré à l'ISC.
- d) L'OC sera suggéré à l'ISC immédiatement dans tous les cas où un risque potentiel lié à la sécurité alimentaire n'a pas été identifié par l'OC.

Classement #3

(i) Définition

Performance insatisfaisante, qui nécessite que l'OC améliore sa performance et mette en œuvre des mesures d'amélioration. Le résultat de plusieurs évaluations soulève des inquiétudes.

(ii) Procédure

- a) De nouvelles évaluations (réévaluations) seront programmées pour vérifier l'efficacité des mesures correctives dans un délai maximal de 15 mois.
- b) Si l'on n'observe aucune amélioration, l'OC sera suggéré à l'ISC.

Classement #4

La performance de l'OC est acceptable. Aucune non-conformité globale systématique et grave n'a été identifiée. Quelques incidents observés qui n'impactent pas l'intégrité du processus. L'OC présente une bonne performance. Aucune réévaluation spécifique n'est programmée, mais l'OC reste dans le programme de surveillance aléatoire et peut faire l'objet d'évaluations d'intégrité supplémentaires.

Classement #5

Bonne performance, sans incidents observés. L'OC a montré un niveau élevé de mise en œuvre des exigences GLOBALG.A.P. Une faible priorité est accordée à la programmation des évaluations suivantes, mais l'OC reste dans le programme de surveillance aléatoire et peut faire l'objet d'évaluations d'intégrité supplémentaires.

9.3 Niveaux de Sanction Applicables aux Organismes de Certification

- a) Les sanctions, définies dans le tableau 9.3, sont applicables à tous les OC en cas de violation des règles et de non-conformité globale (similaire à celles exposées au point 8.2.2).
- b) La pénalité dépendra de la gravité ou du caractère répétitif de la non-conformité globale.
- c) GLOBALG.A.P., l'organisme d'accréditation respectif, ainsi que le propriétaire du référentiel équivalent, travailleront en étroite collaboration avec l'ISC.

Tableau 9.3 Niveaux de Sanction pour les Non-Conformités Globales des Organismes de Certification

	Niveaux de sanction	Décideur
Niveau 1	1^{er} Avertissement	Le Secrétariat GLOBALG.A.P. et/ou le Comité de Surveillance de l'Intégrité (qui informe l'OA)
Niveau 2	2^{ème} Avertissement	Le Secrétariat GLOBALG.A.P. et/ou le Comité de Surveillance de l'Intégrité (qui informe l'OA)
Niveau 3	Carton Jaune	Comité de Surveillance de l'Intégrité (qui informe l'OA et publie sur le site web de GLOBALG.A.P.)
Niveau 4	Carton Rouge	Comité de Surveillance de l'Intégrité (qui informe l'OA et publie sur le site web de GLOBALG.A.P. L'OC n'est pas autorisé à (re)délivrer de nouveaux certificats jusqu'à nouvel ordre)
Niveau 5	Résiliation du Contrat	Suggéré par le Comité de Surveillance de l'Intégrité (qui informe l'OA et publie sur le site web de GLOBALG.A.P. Résiliation de l'« Accord de Licence et de Certification de GLOBALG.A.P. »)

* Note : Les niveaux de sanction 1 à 5 ne sont pas nécessairement consécutifs.

9.3.1 Niveau 1 – 1^{er} Avertissement

- a) Décidé par l'ISC ou le Secrétariat GLOBALG.A.P. Un 1^{er} Avertissement lié à des non-conformités globales au programme d'intégrité de la marque peut être suivi d'un 2^{ème} Avertissement sans la validation par l'ISC.
- b) Le 1^{er} Avertissement peut être émis :
 - (i) Lorsque des non-conformités globales aux règles de référentiel telles que définies dans les Modalités Générales sont détectées
 - (ii) Lorsque l'OC ne réagit pas ou ne rend pas compte des demandes écrites émanant du Secrétariat GLOBALG.A.P.
 - (iii) Lorsque le nombre d'inscriptions incomplètes ou d'erreurs dans la base de données et/ou dans les certificats délivrés a atteint 5 Numéros GLOBALG.A.P. (GGN) ou 1 % du nombre total de GGN inscrits auprès d'un OC, suivant lequel est le plus élevé
- c) L'OC règlera une partie ou l'intégralité le nombre de jours de réévaluation proposé par l'ISC.

9.3.2 Niveau 2 – 2^{ème} Avertissement

- a) Décidé par l'ISC ou le Secrétariat GLOBALG.A.P.
- b) Le 2^{ème} Avertissement peut être émis :
 - (i) Lorsque le 1^{er} Avertissement n'a pas été résolu après la date limite indiquée
 - (ii) Lorsque l'OC ne réagit pas ou ne rend pas compte des demandes écrites répétées émanant du Secrétariat GLOBALG.A.P.
 - (iii) Lorsque le nombre d'inscriptions incomplètes ou d'erreurs dans la base de données et/ou dans les certificats délivrés a atteint encore une fois 5 Numéros GLOBALG.A.P. (GGN) ou 1 % du nombre total de GGN inscrits auprès d'un OC, suivant lequel est le plus élevé
- c) L'OC règlera une partie ou l'intégralité le nombre de jours de réévaluation proposé par l'ISC.

9.3.3 Niveau 3 - Carton Jaune

- a) Jugé et décidé par l'ISC et mis en place par le Secrétariat GLOBALG.A.P. Le Carton Jaune est publié sur le site Internet GLOBALG.A.P. et les membres GLOBALG.A.P. en sont informés.

- b) Un Carton Jaune peut être retiré par l'ISC lorsque le Secrétariat GLOBALG.A.P. a vérifié l'efficacité de l'amélioration au cours d'une ou plusieurs (ré)évaluations de vérification et l'a trouvée satisfaisante.
- c) L'OC règlera une partie ou l'intégralité le nombre de jours de réévaluation proposé par l'ISC.
- d) Un Carton Jaune peut être délivré :
 - (i) Pendant la période au cours de laquelle l'OC met en œuvre des mesures d'amélioration consécutives aux résultats de l'évaluation du programme d'intégrité de la certification. Le délai d'amélioration est défini par l'ISC mais ne sera pas supérieur à 12 mois. GLOBALG.A.P. planifie une évaluation de suivi pour juger des améliorations
 - (ii) Lorsque les améliorations observées lors d'une réévaluation ne sont pas suffisantes
 - (iii) Lorsqu'on ne constate aucune réaction aux demandes écrites émanant du Secrétariat GLOBALG.A.P. après le niveau 2 – 2^{ème} Avertissement
 - (iv) Lorsque, après le niveau 2 – 2^{ème} Avertissement, le nombre d'inscriptions incomplètes ou d'erreurs dans la base de données et/ou dans les certificats délivrés atteint à nouveau 5 GGN ou 1 % du nombre total de GGN inscrits auprès d'un OC, suivant lequel est le plus élevé

9.3.4 Niveau 4 – Carton Rouge

- a) Jugé et décidé par l'ISC et mis en place par le Secrétariat GLOBALG.A.P. Le Carton Rouge est publié sur le site Internet GLOBALG.A.P. et les membres GLOBALG.A.P. en sont informés.
- b) À titre provisoire, une interdiction totale ou partielle de l'utilisation de la licence GLOBALG.A.P. est imposée, c'est-à-dire que l'OC n'est pas autorisé à délivrer de nouveaux certificats ou à réémettre des certificats jusqu'à nouvel ordre.
- c) L'ISC peut retirer cette sanction uniquement si la confiance en la fiabilité du fonctionnement de l'OC peut être rétablie.
- d) L'OC paiera les (ré)évaluations de vérification.
- e) Un Carton Rouge peut être délivré (liste non exhaustive) :
 - (i) Lorsque la performance de l'OC ne montre pas une amélioration suffisante lors de réévaluations ultérieures répétées
 - (ii) Lorsqu'un Carton Jaune n'a pas été résolu après la date limite indiquée
 - (iii) Lorsque l'OA a suspendu l'accréditation
 - (iv) Lorsque, après le niveau 3 – Carton Jaune, le nombre d'inscriptions incomplètes ou d'erreurs dans la base de données et/ou dans les certificats délivrés atteint à nouveau 5 GGN ou 1 % du nombre total de GGN inscrits auprès d'un OC, suivant lequel est le plus élevé
- f) L'OC recevant un Carton Rouge informera (par courrier écrit) tous ses producteurs au sujet du droit de demander à l'OC de procéder à l'annulation de l'« Accord de Sous-licence et de Certification de GLOBALG.A.P. » dans un délai de 5 jours ouvrés après la perte de l'approbation GLOBALG.A.P. À la demande du producteur, l'OC devra permettre et faciliter le transfert du producteur vers un autre OC. Si l'OC ne le fait pas, GLOBALG.A.P. informera les producteurs en utilisant les coordonnées inscrites dans la base de données GLOBALG.A.P. et publiera le GGN dans la base de données GLOBALG.A.P. à la demande du producteur afin de permettre le transfert de ce dernier vers un autre OC.

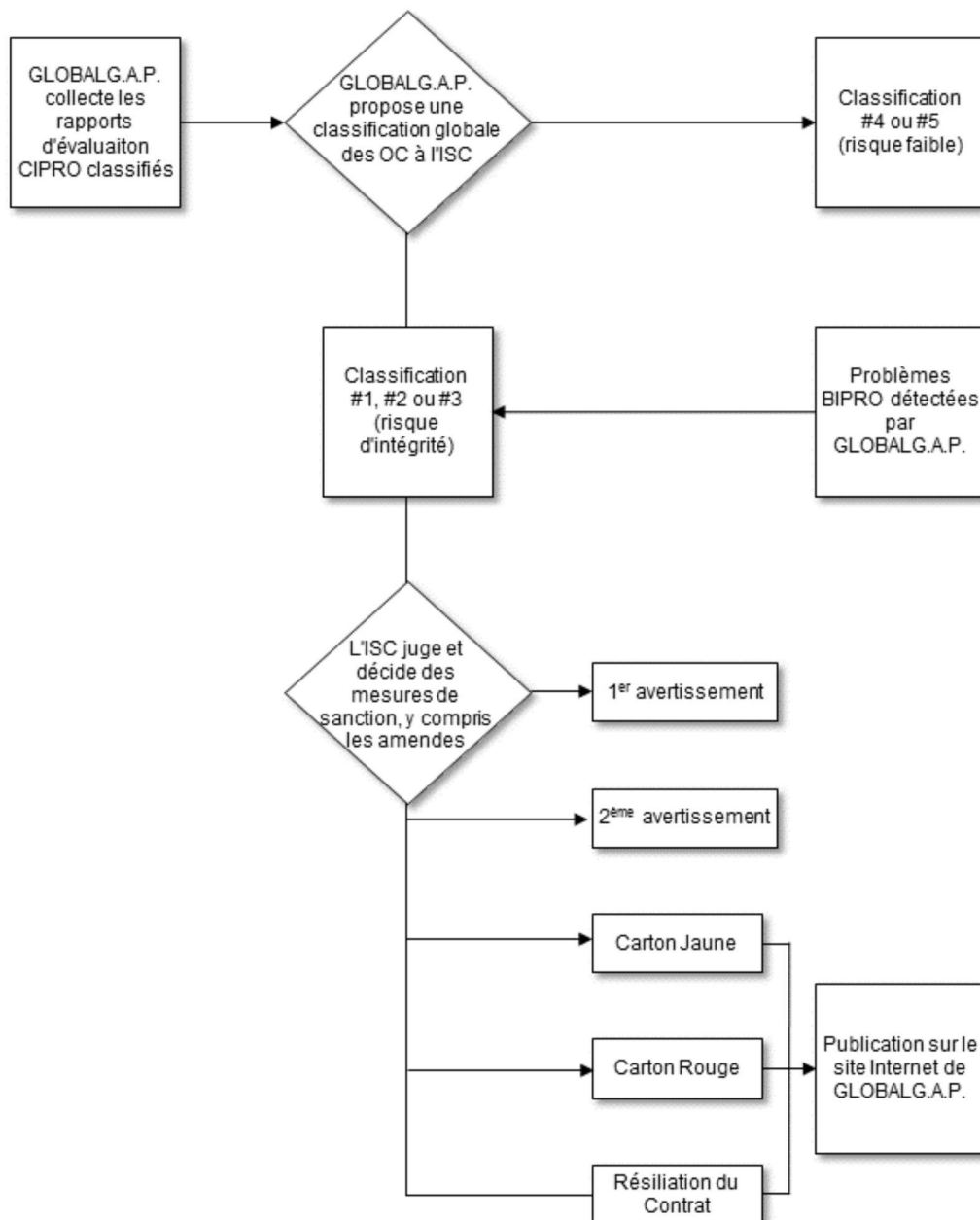
9.3.5 Niveau 5 - Résiliation du Contrat

- a) Jugé et suggéré par l'ISC, décidé et mis en place par le Secrétariat GLOBALG.A.P. La résiliation du contrat est publiée sur le site Internet GLOBALG.A.P. et les membres GLOBALG.A.P. en sont informés.
- b) L'annulation de l'« Accord de Licence et de Certification de GLOBALG.A.P. » sera imposée pour une durée minimum de 2 ans.
- c) L'ECSO est chargé de faire appliquer cette sanction aux OC qui exploitent un système équivalent à GLOBALG.A.P.

- d) L'OC ayant perdu son approbation GLOBALG.A.P. informera (par courrier écrit) tous ses producteurs au sujet du droit de demander à l'OC de procéder à l'annulation de l'« Accord de Sous-licence et de Certification de GLOBALG.A.P. » dans un délai de 5 jours ouvrés après la perte de l'approbation GLOBALG.A.P. À la demande du producteur, l'OC devra permettre et faciliter le transfert du producteur vers un autre OC. Si l'OC ne le fait pas, GLOBALG.A.P. informera les producteurs en utilisant les coordonnées inscrites dans la base de données GLOBALG.A.P. et publiera le GGN dans la base de données GLOBALG.A.P. à la demande du producteur afin de permettre le transfert de ce dernier vers un autre OC.
- e) La résiliation du contrat peut être prononcée dans les cas suivants (liste non exhaustive) :
 - (i) En cas de fraude avérée
 - (ii) Lorsque la sanction du Carton Rouge n'a pas pu être retirée après la date limite convenue
 - (iii) En cas de faillite
 - (iv) En cas de perte d'accréditation

Organigramme illustrant la procédure de sanctions du programme d'intégrité de la certification

(BIPRO = Programme d'intégrité de la marque, CIPRO = Programme d'intégrité de la certification)



ANNEXE III.1 : QUALIFICATIONS DES CONTRÔLEURS DE L'OC GLOBALG.A.P. (OPTIONS 1 ET 3)

1 CONTROLEUR POUR LES SOUS-CHAMPS D'APPLICATION GLOBALG.A.P.

- a) Les contrôleurs pourront contrôler un sous-champ d'application sur l'exploitation à partir du moment où l'OC aura vérifié les preuves effectives (voir description ci-dessous) de leurs qualifications et leur expérience pour chaque sous-champ d'application.

2 QUALIFICATIONS FORMELLES ET EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

- a) Le contrôleur doit posséder au moins un diplôme d'études supérieures (diplôme de deuxième voie de qualification) ou équivalent (2 années d'études au moins après le baccalauréat) dans une discipline ayant un rapport avec le champ d'application de la certification (cultures et/ou élevage de bétail et/ou aquaculture)
ET
Une expérience de 2 ans minimum acquise après la fin des études supérieures et une expérience générale totale de 3 ans dans le secteur agro-alimentaire
OU
- b) Un diplôme d'études supérieures (diplôme de deuxième voie de qualification) d'une durée minimale de 2 ans dans un secteur alimentaire
ET
Une expérience industrielle de 4 ans minimum dans un emploi technique sur une exploitation/un site agricole ou dans un poste de gestion de production technique dans le champ d'application de la certification (cultures et/ou élevage et/ou aquaculture).

3 COMPETENCES TECHNIQUES ET QUALIFICATIONS

3.1 Formation du Contrôleur

Stage pratique de formation au contrôle d'une journée présentant les principes de base du contrôle.

3.2 Formation à la Sécurité Alimentaire, aux Bonnes Pratiques Agricoles, et Expérience Professionnelle

- a) Formation aux principes de l'analyse HACCP, soit dans le cadre des qualifications officielles, soit par la participation réussie à un stage officiel basé sur les principes du Codex Alimentarius (la formation officielle peut être une formation interne dispensée par l'OC). La durée de formation minimale sera de 8 heures. La durée et le contenu seront indiqués sur le justificatif disponible pour cette exigence (certificat de formation, justificatif de formation comprise dans les qualifications officielles, etc.). La durée de la formation des contrôleurs approuvés uniquement pour les Fleurs et plantes ornementales et/ou les Plants et semences peut être plus courte.
- b) Formation à l'hygiène alimentaire, soit dans le cadre des qualifications officielles, soit par la participation réussie à un stage officiel (la formation officielle peut être une formation interne dispensée par l'OC). La durée de formation officielle minimale sera de 8 heures. La durée et le contenu seront indiqués sur le justificatif disponible pour cette exigence (certificat de formation, justificatif de formation comprise dans les qualifications officielles, etc.). La formation d'hygiène alimentaire couvrira les points suivants : gestion du site, eau, engrais, équipements, installations et hygiène personnelle. Elle comprendra aussi des études de cas pratiques. Les contrôleurs déjà approuvés disposeront d'une période transitoire d'un an après la publication de la version 5 de l'IFA GLOBALG.A.P. pour effectuer cette formation.
Les deux formations figurant aux points a) et b) pourront être réalisées dans le cadre d'une même formation officielle (durée minimale de 16 heures).
La formation à l'hygiène alimentaire n'est pas requise pour les contrôleurs des Fleurs et plantes ornementales et/ou des Plants et semences.

- c) Formation en ligne GLOBALG.A.P., avec la participation réussie à tous les tests en ligne et les mises à jour respectives dans un délai de 3 mois après leur publication dans la langue du contrôleur.
- d) Global Food Safety Initiative (GFSI - Initiative Globale pour la Sécurité Alimentaire) « Test de Connaissances Post-Ferme » (lorsqu'il est disponible), soit via GLOBALG.A.P., ou tout autre organismes de test reconnu par la GFSI.
- e) **Pour le champ d'application des cultures** : Formation à la protection des végétaux, aux engrais et à la lutte intégrée, soit dans le cadre des qualifications officielles, soit par la participation réussie à un stage officiel. Formation spécifique au houblon pour le sous-champ d'application du houblon.
- f) **Pour les champs d'application de l'élevage de bétail et de l'aquaculture** : Formation aux bases de la médecine vétérinaire et de l'élevage, ainsi qu'aux questions relatives à la santé et au bien-être des animaux.
- g) **Pour le référentiel aquaculture** : Une expérience de base dans la transformation des produits alimentaires (pour contrôler AQ 12 et 13) et formation GRASP (selon les « Modalités Générales GRASP »).
- h) L'expérience requise devra englober le travail dans le champ d'application respectif et pourra avoir été obtenue simultanément pour plusieurs champs d'application et/ou sous-champs d'application ou catégories selon le tableau suivant :

Si un contrôleur possède 3 années d'expérience professionnelle ou plus dans :	Il est possible de contrôler les sous-champs d'application ou les catégories suivants :
FV	FV, CC, FO, PPM, Thé (HO après formation)
FO	FO, PPM, Thé
CC	CC, PPM, FO, Thé, HO
PPM	PPM, FO (HO après formation)
Thé	Thé, PPM, FO (HO après formation)
HO	HO, CC
Ruminants (CS, DY, CYB)	CS, DY, CYB
PG	PG
PY	PY, TY
TY	PY, TY
Poissons	Poissons, Crustacés, Mollusques
Crustacés	Poissons, Crustacés, Mollusques
Mollusques	Mollusques
CFM	CFM

Pour auditer ou contrôler un sous-champ d'application ou une catégorie spécifique supplémentaire à l'intérieur d'un champ d'application, l'attestation d'un stage officiel de pratiques de production et une expérience professionnelle spécifique dans le sous-champ d'application ou la catégorie (c'est-à-dire une année d'expérience professionnelle ou 10 jours d'évaluations témoins) sont nécessaires.

Les stages officiels (mentionnés aux points a), b), e), f) et g) ci-dessus) peuvent faire partie des qualifications officielles (diplôme) ou il peut s'agir de stages isolés qui ont été suivis par le contrôleur ou l'auditeur. Le contrôleur ou l'auditeur doit présenter une attestation de qualification. Si celle-ci faisait partie d'un diplôme, le programme du stage doit le mentionner. Si elle a été obtenue séparément, il doit y avoir un certificat séparé, qui atteste qu'un stage traitant de ces thèmes (débouchant sur un examen) a bien été effectué.

3.3 Compétences en Communication

- a) Compétences de « langue de travail » dans la langue nationale/de travail correspondante. Elles incluent aussi la terminologie spécialisée utilisée localement dans la langue de travail respective.
- b) Le Secrétariat GLOBALG.A.P. doit être consulté au préalable pour toute exception à cette règle, qui doit être confirmée par écrit.

3.4 Formation Initiale Avant Embauche par l'OC

- a) L'OC doit mettre en place un programme de formation personnalisé pour le candidat/stagiaire.
- b) Le contrôleur candidat doit participer en tant qu'observateur à au moins un contrôle d'un producteur Option 1 ou un membre de groupement de producteurs Option 2 du sous-champ d'application pertinent. Si l'OC embauche un contrôleur approuvé (pour la version actuellement valide), la règle selon laquelle le candidat doit observer « au moins un contrôle d'un producteur Option 1 ou un membre de groupement de producteurs Option 2 du sous-champ d'application pertinent » n'est pas applicable.
- c) L'OC devra assister au minimum à un contrôle d'un producteur de l'Option 1 ou d'un membre d'un groupement de producteurs de l'Option 2 par un contrôleur ou auditeur déjà qualifié, respectivement, par sous-champ d'application.
- d) L'OC doit utiliser l'outil d'évaluation témoin GLOBALG.A.P. (s'il est disponible).
- e) Pour le premier contrôleur de l'OC, les procédures internes de l'OC s'appliquent.
- f) L'OC doit vérifier au minimum les compétences dans les domaines suivants :
 - Connaissances techniques dans un sous-champ d'application spécifique
 - Capacité d'identifier les risques de sécurité alimentaire/dangers alimentaires
 - Capacité d'évaluer le système HACCP et d'identifier/relever les points de contrôle critiques
 - Connaissances actuelles des produits phytopharmaceutiques, des applications d'engrais et des principes de la lutte intégrée (pour les cultures)
 - Connaissances actuelles des médicaments vétérinaires de base et de l'élevage, y compris les exigences de santé et de bien-être (pour l'élevage/aquaculture)
 - Capacité de réaliser des contrôles de traçabilité et les analyses de bilans matières
 - Si le point de contrôle fait référence à la législation locale, connaissances des exigences pertinentes
 - Compétences de communication et comportementales suffisantes pour pouvoir réaliser un contrôle/audit
 - Compétences de « langue de travail » dans la langue nationale/de travail correspondante

3.5 Entretien des Compétences

- a) L'OC doit mettre en place une procédure garantissant chaque année la réalisation, par chaque contrôleur ou auditeur, d'au minimum 5 contrôles ou audits ou 10 journées de contrôle ou d'audit, auprès de plusieurs producteurs différents, d'après chaque référentiel GLOBALG.A.P. (p. ex. IFA (dont tous les sous-champs d'application et PSS), CoC, CFM, etc.), AMC, ou un programme reconnu entièrement équivalent du même sous-champ d'application ; cette procédure doit permettre d'entretenir la connaissance du programme et de rester inscrit dans la Base de Données GLOBALG.A.P.
- b) Des contrôles ou audits témoins seront également acceptables pour entretenir les compétences.
- c) Le Secrétariat GLOBALG.A.P. doit être consulté au préalable pour toute exception à cette règle – p. ex. lorsque l'OC n'atteint pas un total de 5 clients – qui doit être confirmée par écrit.
- d) L'OC devra effectuer un contrôle témoin GLOBALG.A.P. et/ou un nouveau contrôle pour chacun de ses contrôleurs GLOBALG.A.P. au minimum une fois tous les 4 ans afin de s'assurer de leur compétence.
- e) Ces exigences ne s'appliquent à aux chargés de programme qui n'effectuent pas de contrôles.
- f) S'il n'est pas possible d'entretenir les compétences à un rythme annuel, le point 3.4 s'appliquera.

3.6 Rotation du Contrôleur

- a) L'OC aura mis en place des procédures pour assurer que le même contrôleur ne contrôle pas un producteur (Option 1) pendant 4 années consécutives (peu importe qu'il s'agisse de contrôles annoncés ou non).

- b) Pour l'Option 2 et l'Option 1 Multi-sites avec QMS, l'auditeur de l'équipe d'audit change régulièrement (pas plus de 4 années consécutives d'audits du même QMS). Toutefois, le ou les contrôleurs de l'équipe d'audit peuvent rester les mêmes.
Si p. ex. le contrôleur n° 1 contrôle un producteur pendant les années 1, 2, 3 et 4, un autre contrôleur (contrôleur n° 2) réalisera le contrôle annuel de l'année 5. Pour les années 6, 7, 8 et 9, le contrôleur n° 1 *peut* réaliser de nouveau 4 contrôles consécutifs. Ceci s'applique aussi aux contrôles des membres de groupements.
- c) Si l'OC ne dispose que d'un contrôleur pour un pays/une région spécifique, des dérogations peuvent être accordées au cas par cas. La période d'exemption peut s'appliquer pendant 12 mois.

4 TACHES PRINCIPALES

4.1 Contrôles des Exploitations GLOBALG.A.P.

- a) Contrôle des exploitations (producteur, site de production d'une entreprise multi-sites ou producteur membre d'un groupement de producteurs) en vue d'évaluer la conformité au référentiel GLOBALG.A.P. Ceci peut inclure un contrôle virtuel des contrôleurs internes des groupements de producteurs ou des multi-sites Option 1 avec QMS.
- b) Rédaction en temps et en heure de comptes rendus précis de ces contrôles conformément au Guide ISO 17065 et aux exigences de GLOBALG.A.P. en matière de chronologie et de méthode.

4.2 Généralités

- a) Tenir à jour les dossiers relatifs à toutes les politiques de qualité, procédures, instructions de travail, et à la documentation diffusées par l'OC.
- b) Suivre les évolutions, questions et changements de la législation concernant le champ d'application dans lequel les contrôles sont effectués.
- c) Mener à bien toutes les autres missions qui pourraient être assignées par l'OC en dehors du champ d'application de GLOBALG.A.P., dans la mesure où ces activités ne sont pas contradictoires avec les principes du Guide ISO 17065 ou avec toute stipulation définie par GLOBALG.A.P. dans les Modalités Générales.

4.3 Indépendance et Confidentialité

- a) Il est interdit aux contrôleurs d'avoir des activités susceptibles d'affecter leur indépendance ou leur impartialité, en particulier l'acceptation de pots-de-vin et la réalisation d'activités de conseil au cours des 2 dernières années à l'intention des producteurs auprès desquels ils effectuent des contrôles. La formation n'est pas considérée comme une activité de conseil, à condition que, lorsque le stage concerne des systèmes de gestion ou la réalisation d'audits, il se contente de fournir des informations génériques disponibles librement dans le domaine public ; en bref, le formateur ne peut pas fournir de solutions spécifiques à une entreprise.
- b) Les contrôleurs doivent observer strictement les procédures du producteur et de l'OC visant à préserver la confidentialité des informations et des enregistrements.

ANNEXE III.2 : QUALIFICATIONS DES AUDITEURS DE L'OC GLOBALG.A.P. (OPTION 1 MULTISITE AVEC QMS, OPTIONS 2 ET 4)

1 AUDITEUR POUR LES SOUS-CHAMPS D'APPLICATION GLOBALG.A.P.

- a) Les auditeurs pourront auditer les systèmes de gestion de la qualité de tous les sous-champs d'application à partir du moment où l'OC aura vérifié les preuves effectives (voir description ci-dessous) de leurs qualifications et leur expérience pour au moins un sous-champ d'application. Les contrôles des producteurs et des sites de production requièrent toutefois des qualifications spécifiques au sous-champ d'application.

2 QUALIFICATIONS FORMELLES ET EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

- a) L'auditeur doit posséder au moins un diplôme d'études supérieures (diplôme de deuxième voie de qualification) ou équivalent (2 années d'études au moins après le baccalauréat) dans une discipline ayant un rapport avec le champ d'application de la certification (cultures et/ou élevage de bétail et/ou aquaculture et/ou Fabrication de Fourrage/Alimentation Animale)
ET
Une expérience de 2 ans minimum acquise après la fin des études supérieures respectives et une expérience générale totale de 3 ans dans le secteur agro-alimentaire
OU
- b) Un diplôme d'études supérieures (diplôme de deuxième voie de qualification) d'une durée minimale de 2 ans dans un secteur alimentaire ET
Une expérience industrielle de 4 ans minimum dans un emploi technique sur une exploitation/un site agricole ou dans un poste de gestion de production technique dans le champ d'application de la certification (cultures et/ou élevage et/ou aquaculture).

3 COMPETENCES TECHNIQUES ET QUALIFICATIONS

3.1 Formation du Lead Assessor

- a) Expérience pratique de la réalisation d'audits d'une durée minimum de 10 jours dans les systèmes de gestion (ex : ISO 9000, ISO 14000, ISO 22000, OSHAS 18000), BRC Food, IFS Food, précédentes Option 2 ou Option 4 GLOBALG.A.P., audits de groupements de producteurs biologiques ou autres). Ce qui est demandé, ce n'est pas d'avoir suivi ni observé des audits, mais d'avoir été suivi ou observé en tant qu'auditeur en formation.
- b) Participation réussie à un stage de formation de lead assessor basé sur les principes ISO 19011, d'une durée minimum de 37 heures, et qui doit être reconnu en externe par la filière. Le certificat doit préciser le contenu et la durée du stage. La réussite de ce stage doit être mentionnée sur le certificat.
- c) La formation du lead assessor doit couvrir les normes applicables pour la réalisation d'audits qualité, les techniques de réalisation d'audits, le thème central des audits (aspects psychologiques et communication), et des comptes rendus, et il doit également comprendre une étude de cas pratique.

3.2 Formation à la Sécurité Alimentaire, aux Bonnes Pratiques Agricoles et Expérience Professionnelle

- a) Formation aux principes de l'analyse HACCP, soit dans le cadre des qualifications officielles, soit par la participation réussie à un stage officiel basé sur les principes du Codex Alimentarius (la formation officielle peut être une formation interne dispensée par l'OC). La durée de formation minimale sera de 8 heures. La durée et le contenu seront indiqués sur le justificatif fourni pour cette exigence (certificat de formation, justificatif de formation comprise dans les qualifications officielles, etc.). La durée de la formation des auditeurs approuvés uniquement pour les fleurs et plantes ornementales et/ou les plants et semences peut être plus courte.

- b) Formation à l'hygiène alimentaire, soit dans le cadre des qualifications officielles, soit par la participation réussie à un stage officiel (la formation officielle peut être une formation interne dispensée par l'OC). Participation réussie à une formation d'hygiène alimentaire d'une durée minimale de 8 heures. La durée et le contenu seront indiqués sur le justificatif fourni pour cette exigence (certificat de formation, justificatif de formation comprise dans les qualifications officielles, etc.). La formation d'hygiène alimentaire couvrira les points suivants : gestion du site, eau, engrais, équipements, installations, et hygiène personnelle. Elle comprendra aussi des études de cas pratiques. Les auditeurs déjà approuvés disposeront d'une période transitoire d'un an après la publication de la version 5 de l'IFA GLOBALG.A.P. pour effectuer cette formation.

Les deux formations figurant aux points a) et b) pourront être réalisées dans le cadre d'une même formation officielle (durée minimale de 16 heures).

La formation à l'hygiène alimentaire n'est pas requise pour les auditeurs des fleurs et plantes ornementales et/ou des plants et semences.

- c) Formation à l'hygiène des aliments et du fourrage, soit dans le cadre des qualifications officielles, soit par la participation réussie à un stage officiel concernant le référentiel *Fabrication d'Aliments Composés*.
- d) Formation en ligne GLOBALG.A.P., avec la participation réussie à tous les tests en ligne et les mises à jour respectives dans un délai de 3 mois après la publication de la formation dans la langue du contrôleur.
- e) Global Food Safety Initiative (GFSI - Initiative Globale pour la Sécurité Alimentaire) « Test de Connaissances Post-Ferme » (lorsqu'il est disponible), soit via GLOBALG.A.P., ou tout autre organismes de test reconnu par la GFSI.
- f) **Pour les référentiels cultures** : Formation à la protection des végétaux, aux engrais, et à la lutte intégrée, soit dans le cadre des qualifications officielles, soit par la participation réussie à un stage officiel. Formation spécifique au houblon pour le sous-champ d'application du houblon.
- g) **Pour les référentiels élevage et aquaculture** : Formation aux bases de la médecine vétérinaire et de l'élevage, ainsi qu'aux questions relatives à la santé et au bien-être des animaux.
- h) **Pour les référentiels aquaculture** : Une expérience de base dans la transformation des produits alimentaires (pour contrôler AQ 12 et 13) et formation GRASP (selon les « Modalités Générales GRASP »).
- i) **Pour le référentiel CFM** : Connaissance de la législation alimentaire régionale et nationale concernée applicable au champ d'application de l'activité.
- j) L'expérience requise devra englober le travail dans le champ d'application respectif et pourra avoir été obtenue simultanément pour plusieurs champs d'application et/ou sous-champs d'application ou catégories selon le tableau suivant :

Si un contrôleur possède 3 années d'expérience professionnelle ou plus dans :	Il est possible d'auditer ou de contrôler les sous-champs d'application ou les catégories suivantes :
FV	FV, CC, FO, PPM, Thé (HO après formation)
FO	FO, PPM, Thé
CC	CC, PPM, FO, Thé, HO
PPM	PPM, FO (HO après formation)
Thé	Thé, PPM, FO (HO après formation)
HO	HO; CC
Ruminants (CS, DY, CYB)	CS, DY, CYB
PG	PG
PY	PY, TY
TY	PY, TY
Poissons	Poissons, Crustacés, Mollusques
Crustacés	Poissons, Crustacés, Mollusques
Mollusques	Mollusques
CFM	CFM

Pour auditer ou contrôler un sous-champ d'application ou une catégorie spécifique supplémentaire à l'intérieur d'un champ d'application, l'attestation d'un stage officiel de pratiques de production et une expérience professionnelle spécifique dans le sous-champ d'application ou la catégorie (une année d'expérience professionnelle ou 10 jours d'évaluations témoins) sont nécessaires.

Pour le CFM, 3 années d'expérience professionnelle (générale) dans le secteur de l'alimentation humaine et animale et de la nutrition sont nécessaires.

Les stages officiels (mentionnés aux points a), b), c), f), g) et h) ci-dessus) peuvent faire partie des qualifications officielles (diplôme) ou il peut s'agir de stages isolés qui ont été suivis par l'auditeur. L'auditeur doit présenter une attestation de qualification. Si celle-ci faisait partie d'un diplôme, le programme du stage doit le mentionner. Par contre, si elle a été obtenue séparément, il doit alors y avoir un certificat séparé, qui atteste qu'un stage traitant de ces thèmes (débouchant sur un examen) a bien été effectué.

3.3 Compétences en Communication

- a) Compétences de « langue de travail » dans la langue nationale/de travail correspondante. Elles incluent aussi la terminologie spécialisée utilisée localement dans cette langue de travail.
- b) Les exceptions à cette règle seront convenues au préalable avec le Secrétariat GLOBALG.A.P.

3.4 Formation Initiale Avant Embauche par l'OC

- a) L'OC doit mettre en place un programme de formation personnalisé pour le candidat/stagiaire.
- b) L'auditeur candidat doit participer en tant qu'observateur à au moins un contrôle d'un producteur Option 1 ou un membre de groupement de producteurs Option 2 du sous-champ d'application pertinent, et à 1 audit réalisé par un contrôleur au auditeur déjà qualifié. Dans le cas des auditeurs CFM, l'observation d'un audit QMS n'est pas nécessaire.
Si l'OC embauche un contrôleur approuvé (pour la version actuellement valide), la règle selon laquelle le candidat doit observer « au moins un contrôle d'un producteur Option 1 ou un membre de groupement de producteurs Option 2 du sous-champ d'application pertinent » n'est pas applicable.
- c) L'OC devra assister au minimum à un contrôle d'un producteur de l'Option 1 ou d'un membre d'un groupement de producteurs de l'Option 2 par sous-champ d'application, ainsi qu'à 1 audit QMS réalisé par l'auditeur candidat. Un contrôleur ou auditeur peut assister au contrôle, mais seul un auditeur peut assister à l'audit. Dans le cas des auditeurs CFM, l'observation pendant la réalisation d'un audit QMS n'est pas nécessaire.
- d) L'OC doit utiliser l'outil d'évaluation témoin GLOBALG.A.P. (s'il est disponible).
- e) Pour le premier auditeur de l'OC, les procédures internes de l'OC s'appliquent.
- f) L'auditeur QMS devra assister à une « Formation de l'auditeur QMS GLOBALG.A.P. » et réussir l'examen pour chaque nouvelle version du référentiel. Dans le cas des auditeurs CFM, cette exigence ne s'applique pas.
- g) L'OC doit vérifier au minimum les compétences dans les domaines suivants :
 - Connaissances techniques dans un sous-champ d'application spécifique
 - Capacité d'identifier les risques de sécurité alimentaire/dangers alimentaires
 - Capacité d'évaluer le système HACCP et d'identifier/relever les points de contrôle critiques
 - Connaissances actuelles des produits phytopharmaceutiques, des applications d'engrais, et des principes de la lutte intégrée (pour les cultures)
 - Connaissances actuelles des médicaments vétérinaires de base et de l'élevage, y compris les exigences de santé et de bien-être (pour l'élevage/aquaculture)
 - Capacité de réaliser des contrôles de traçabilité et les analyses de bilans matières

- Si le point de contrôle fait référence à la législation locale, connaissances des exigences pertinentes
- Compétences de communication et comportementales suffisantes pour pouvoir réaliser un contrôle/audit
- Compétences de « langue de travail » dans la langue nationale/de travail correspondante

3.5 Entretien des Compétences

- a) L'OC doit mettre en place une procédure garantissant chaque année la réalisation, par chaque contrôleur ou auditeur, d'au minimum 5 contrôles ou audits ou 10 journées de contrôle ou d'audit, auprès de plusieurs producteurs différents, d'après le référentiel GLOBALG.A.P. (p. ex. IFA (dont tous les sous-champs d'application et PSS), CoC, CFM, etc.), AMC, ou un programme reconnu entièrement équivalent ; cette procédure doit permettre d'entretenir la connaissance du programme et de rester inscrit dans la Base de Données GLOBALG.A.P.
- b) Des contrôles ou audits témoins seront également acceptables pour entretenir les compétences.
- c) Le Secrétariat GLOBALG.A.P. doit être consulté au préalable pour toute exception à cette règle – p. ex. lorsque l'OC n'atteint pas un total de 5 clients – qui doit être confirmée par écrit.
- d) Ces conditions ne sont pas valables pour les auditeurs dont la tâche principale est de faire partie de la commission de décision de l'organisme de certification.
- e) L'OC devra effectuer un audit témoin GLOBALG.A.P. et/ou un nouvel audit pour chacun de ses auditeurs GLOBALG.A.P. au minimum une fois tous les 4 ans afin de s'assurer de leur compétence.
- f) S'il n'est pas possible d'entretenir les compétences à un rythme annuel, le point 3.4 s'appliquera.

3.6 Rotation de l'Auditeur

- a) L'OC aura mis en place des procédures pour assurer que le même auditeur ne contrôle pas un producteur (Option 1) pendant 4 années consécutives (peu importe qu'il s'agisse d'audits annoncés ou non).
- b) Pour l'Option 2 et l'Option 1 Multi-sites avec QMS, l'auditeur de l'équipe d'audit change régulièrement (pas plus de 4 années consécutives d'audits du même QMS). Toutefois, le ou les contrôleurs de l'équipe d'audit peuvent rester les mêmes. Si p. ex. l'auditeur n° 1 contrôle un groupement QMS pendant les années 1, 2, 3, et 4, un autre auditeur (auditeur n° 2) réalisera l'audit annuel de l'année 5. Pour les années 6, 7, 8, et 9, l'auditeur n° 1 *peut* réaliser de nouveau 4 audits consécutifs. Ceci s'applique aussi aux contrôles des membres de groupements.
- c) Si l'OC ne dispose que d'un auditeur pour un pays/une région spécifique, des dérogations peuvent être accordées au cas par cas. La période d'exemption peut s'appliquer pendant 12 mois.

4 TACHES PRINCIPALES

4.1 Audits QMS GLOBALG.A.P.

- a) Audit et évaluation du système de gestion de la qualité des groupements de producteurs et des multi-sites de l'Option 1 dans lesquels un QMS est mis en œuvre pour la conformité au Référentiel GLOBALG.A.P. conformément à la liste de contrôle du QMS, disponible sur le site web de GLOBALG.A.P.
- b) Rédaction en temps et en heure de comptes rendus précis de ces audits conformément au Guide ISO 17065 et aux exigences de GLOBALG.A.P. en matière de chronologie et de méthode.

NOTE : Un auditeur qualifié dans le champ d'application des fruits et légumes peut auditer le QMS d'un groupement qui demande la certification pour des porcs ; toutefois, cet auditeur ne peut effectuer de contrôles d'exploitations de producteurs de porcs.

4.2 Contrôles des Exploitations GLOBALG.A.P.

- a) Contrôle des exploitations (producteur ou sites de production (Option 1) ou producteurs membres de groupements de producteurs (Option 2)) en vue d'évaluer la conformité au référentiel GLOBALG.A.P. Ceci peut inclure un contrôle virtuel des contrôleurs internes des groupements de producteurs ou des multi-sites Option 1 avec QMS.
- b) Rédaction en temps et en heure de comptes rendus précis de ces contrôles conformément au Guide ISO et aux exigences de GLOBALG.A.P. en matière de chronologie et de méthode.

4.3 Généralités

- a) Tenir à jour les dossiers relatifs à toutes les politiques de qualité, procédures, instructions de travail et à la documentation diffusées par l'OC.
- b) Suivre les évolutions, questions, et changements de la législation concernant le champ d'application dans lequel les audits sont effectués.
- c) Mener à bien toutes les autres missions qui pourraient être assignées par l'OC en dehors du champ d'application de GLOBALG.A.P., dans la mesure où ces activités ne sont pas contradictoires avec les principes de la norme EN 45011 ou du Guide ISO/IEC 17065 ou avec toute stipulation définie par les Modalités Générales de GLOBALG.A.P.

4.4 Indépendance et Confidentialité

- a) Il est interdit aux auditeurs de prendre des décisions ultimes de certification concernant leurs propres audits ou des contrôles qu'ils ont effectués eux-mêmes.
- b) Il est interdit aux auditeurs d'avoir des activités susceptibles d'affecter leur indépendance ou leur impartialité, en particulier l'acceptation de pots-de-vin et la réalisation d'activités de conseil au cours des 2 dernières années à l'intention des producteurs auprès desquels ils effectuent des contrôles. La formation n'est pas considérée comme une activité de conseil, à condition que, lorsque le stage concerne des systèmes de gestion ou la réalisation d'audits, il se contente de fournir des informations génériques disponibles librement dans le domaine public ; en bref, le formateur ne peut pas fournir de solutions spécifiques à une entreprise.
- c) Les auditeurs doivent observer strictement les procédures du producteur et de l'OC visant à préserver la confidentialité des informations et des enregistrements.

LISTE DES MISES À JOUR DES VERSIONS/EDITIONS

Nouveau document	Document remplacé	Date de publication	Description de la modification
160921_GG_GR_Part-III_V5_0-2_fr	160210_GG_GR_Part-III_V5-0_fr	21 septembre 2016	<p>2.1.2 f) - Ajout d'une phrase ; 3.2 d) e) i) – Petites modifications ; 5.4.1.1(vi) – Suppression de texte ; 5.4.2.1 f) – Ajout et suppression de textes ; 5.5. b) d) – Petites modifications du texte ; Annexe III.1, 2. a), b) – Petites modifications ; Annexe III.2 2. a), b) – Petites modifications, 3.2 b) Suppression d'un mot ; 3.2 i) – Suppression du sous-champ d'application dans le tableau ; 3.5 a) – Modification d'un mot ; Annexe III.2, 2 a), b) – Petites modifications du texte ; 3.2 b) Suppression d'un mot 3.2 i) – Suppression d'un sous-champ d'application dans le tableau.</p>
171013_GG_GR_Part-III_V5_1_fr	160921_GG_GR_Part-III_V5_0-2_fr	13 octobre 2017	<p>2.1.1 a) – Modifications mineures dans (iii). 2.1.1 d) – Modification mineure. 2.1.2 c) – Modification de la syntaxe. 2.2 b) – Suppression du texte. 2.2 – Suppression du point e). 2.3 – Modifications mineures dans a) et e) 2.4 – Modifications mineures dans a) et g) 3.4 – Ajout des nouveaux points b) et d). 4.2.2 – Ajout du nouveau point b). 5.3 (i) – Modification de la syntaxe. 5.4.1 c) – Ajout d'un mot. 5.5 d) – Remplacement de « Sous-champ d'application » par « Champ d'application ». 6.1 e) – Modification de la syntaxe. 6.1 – Ajout des nouveaux points i) et j), modifications du point I). 6.2.1 – Ajout du nouveau point b). 9.1 e) – Modification de la syntaxe.</p> <p>Tableau 9.3 – Modification de la syntaxe dans l'étape 4. Annexe III.1, 1. – Suppression du point b). Annexe III.1, 3.2 c) – Ajout du houblon à d). Annexe III.1, 3.2 g) – Ajout du sous-champ d'application Houblon et de CFM au tableau. Annexe III.1, 3.4 – Ajout du nouveau point b). Annexe III.1 – Ajout du nouveau point 3.6. Annexe III.1, 4.3 a) – Ajout de texte. Annexe III.2, 1. – Suppression du point b). Annexe III.2, 3.2 e) – Ajout du houblon. Annexe III.2, 3.2 i) – Ajout du sous-champ d'application Houblon et de CFM au tableau. Annexe III.2, 3.4 – Ajout du nouveau point d). Annexe III.2 – Ajout du nouveau point 3.6. Annexe III.2, 4.4 b) – Ajout de texte.</p>

Nouveau document	Document remplacé	Date de publication	Description de la modification
200721_GG_Part-III_V5_2_fr	171013_GG_GR_Part-III_V5_1_fr	21 juillet 2020	5.2 (iii) – changement de 2 à 4 semaines 5.4.2.1 c) Exemple 2 – correction 5.4.2.1 g) – clarification 6.1.g) – clarification 6.1 – nouveau point m) ajouté 9.2.1.1 Classement 4 et 5 – clarification Annexe III.1, 3.2 d) – nouvelle stipulation Annexe III.1, 3.4 b) – clarification Annexe III.1, 3.4 c) – correction Annexe III.1, 3.5 a) – clarification Annexe III.2, 3.2 e) – nouvelle stipulation Annexe III.2, 3.4 b) – clarification Annexe III.2, 3.4 c) – correction Annexe III.2, 3.5 a) – clarification

Si vous souhaitez plus d'informations au sujet des modifications apportées au présent document, veuillez vous reporter au [document comportant le suivi des modifications](#) ou contacter le Secrétariat GLOBALG.A.P. via translation_support@globalgap.org.

Lorsque les changements n'ajoutent pas de nouvelles exigences au référentiel, la version conservera la mention « 5.0 » et la mise à jour de l'édition sera indiquée avec la mention « 5.0-x ». Lorsque les changements ont une incidence sur la conformité au référentiel, le nom de la version sera modifié par la mention « 5.x ». Une nouvelle version, par exemple V6.0, V7, etc. affectera toujours l'accréditation du référentiel.

Copyright

© Copyright : GLOBALG.A.P. c/o FoodPLUS GmbH : Spichernstr. 55, 50672 Cologne ; Allemagne. La reproduction et la diffusion ne sont autorisées que sous une forme inchangée.